

le monde **libertaire**

L'État répond au malaise social :

**SOIS
JEUNE
ET
TAIS
TOI**



d'après l'atelier populaire et Gil

M 02137 - 1430 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il n'y a qu'une seule manière de traiter avec les politiciens :
la manière forte, que nous avons toujours employée... »

Buenaventura Durruti

hebdo n° 1430

du 16 au 22 mars 2006

Sommaire



Mobilisation à Rennes, par Pierre et Philippe, page 4

L'autruche en veut plus !, par F. Ladrissé, page 5

La **Sorbonne** en avance sur le printemps, par D. Pinos, page 6

Une **nuît** à la Sorbonne, par M. I. Lagrocekich, page 6

Députés **et CPE**, par Thierry, page 7

Brèves de combat, page 8

CPE d'abord, **le reste** ensuite, par J.-P. Germain, page 9

Anarchistes **contre la guerre**, par la FA italienne, page 10

On pisse sur **le service**, par J.-J. de Félice, page 11

De la dinde à **Pâques ?**, par Le Furet, page 12

Amours et **Vatican**, par Hertje, page 12

Chroniques de l'obscurantisme, par P. Schindler, page 14

Caracas, **Forum social alternatif**, par l'Équipe média, page 15

Raison d'État **et colonialisme** au cinéma, par R. Hamm, page 17

La chevauchée anonyme de **Louis Mercier Vega**, par F. Roux, page 19

Le colloque sur **le Congrès d'Amiens**, par M. Chueca, page 21

Radio libertaire, **demandez le programme**, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

☐ 20 €

☐ 38 €

☐ 61 €

Étranger

☐ 27 €

☐ 46 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76€

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Il y a peu, dans ces pages, nous regrettons la mollesse des étudiants parisiens, l'opposant à la franche détermination de leurs homologues de province. Depuis, la Sorbonne s'est transformée en lieu symbole du mouvement anti-CPE. D'occupations en barricades, de journées d'actions en coups d'éclat, les sorbonnards ont su ridiculiser la police, passant par la fenêtre quand elle gardait la porte, obligeant Sarkozy à rentrer précipitamment des Antilles. À Poitiers, Rennes, Caen, Nantes, Tours, Toulouse, Lille, Marseille... les mêmes scénarios se sont répétés, les AG font salle pleine et partout la jeunesse demeure mobilisée, partout elle crie son refus de la précarité. Elle le crie si fort et si bien qu'elle est en train de réussir là où, en 2003, ses aînés ont échoué : grâce à elle, le pouvoir commence à perdre son sang-froid. Quand on envoie des CRS plutôt que des négociateurs, quand on tente de coller aux étudiants qui occupent pacifiquement les facs l'étiquette d'activistes violents, c'est qu'on commence à prendre peur. Si les dirigeants ont la trouille, c'est aussi parce qu'ils constatent un rapprochement de fait entre des mouvements jusque-là plutôt isolés. Intermittents du spectacle, sans-papiers et chômeurs se joignent aux cortèges étudiants, participent aux occupations et blocages dans les facs, et font évoluer les mots d'ordre, lesquels ne se cantonnent plus à la seule volonté de voir abroger le CPE. Pourtant, si progressivement les luttes tendent à se fédérer, manque un absent de taille : la banlieue. Pour peu qu'elle « se réveille », comme disent les médias officiels qui la pensent, à tort, endormie, les conditions seraient réunies pour un véritable mouvement de l'ensemble de la jeunesse, alliée bien sûr aux travailleurs. Dans cette perspective, les classes dirigeantes auraient cette fois réellement de quoi se faire du mouron. Les anarchistes souhaitent vivement non seulement la réussite du mouvement anti-CPE qu'ils soutiennent activement, où qu'ils se trouvent, depuis le début, mais aussi son élargissement. Le CPE n'est, en somme, qu'une mesure parmi d'autres dans la guerre menée contre le peuple par les tenants du capitalisme. Pour l'heure, les propositions faites dimanche par un de Villepin aux abois sont bien sûr irrecevables. Nous irons jusqu'au bout, le printemps sera brûlant. Et le printemps, c'est lundi.

Travail précaire esclavage moderne !

APRÈS LES MANIFESTATIONS du 7 février et la mobilisation triple du 7 mars qui a rassemblé plus d'un million de lycéens, étudiants et salariés dans les rues, la lutte contre le CPE et le CNE se poursuit principalement dans les facultés. Pourtant cette énième attaque de l'État et du capitalisme nous vise tous et toutes sans distinction, travailleurs, précaires, chômeurs, jeunes, etc.

Le CPE et le CNE ne sont pas tombés de la dernière pluie, ils s'inscrivent dans une succession d'agressions ininterrompues depuis près de trente ans de la part du patronat et des gouvernements de droite et de gauche pour exploiter et opprimer les franges les plus pauvres et précaires de la jeunesse :

1977 : pacte pour l'emploi des jeunes (Raymond Barre) ; 1983 : SIVP, stage d'initiation à la vie professionnelle (Pierre Mauroy) ; 1984 : TUC, travaux d'utilité collective (Laurent Fabius) ; 1986 : plan d'urgence (Jacques Chirac) ; 1988 : CES, contrat emploi solidarité (Michel Rocard) ; 1991 : plan exo jeunes (Edith Cresson) ; 1993 : CIP, contrat d'insertion professionnelle (Édouard Balladur) ; 1997 : emplois jeunes (Lionel Jospin) ; 2002 : CJE, contrat jeunes en entreprise (Jean-Pierre Raffarin) ; 2003 : CIVIS, contrat d'insertion dans la vie sociale (Jean-Pierre Raffarin) ; 2006 : CPE, contrat première embauche (Dominique de Villepin), etc..

Le CPE et le CNE se situent également dans la continuité des attaques lancées contre les retraites, la Sécurité sociale, les services publics, les salaires, etc. C'est une société de régression sociale, de misère et de précarisation généralisée que nous prépare le gouvernement : si nous laissons faire, le CPE et le CNE s'étendront à l'ensemble du salariat et c'est le CDI et le Code du travail lui-même qui disparaîtront.

Seulement nous savons que la colère de la jeunesse ne suffira pas, les travailleurs du public et du privé ne peuvent faire l'économie d'une lutte qui nous concerne tous et toutes. Pour cela il est vital de réaliser à la base la jonction entre salariés et étudiants, car ce n'est qu'ensemble que nous pourrions construire par l'unité des luttes et par la grève générale le rapport de force pour gagner. En persévérant dans la stratégie démobilisatrice des journées

d'action de 24 heures (4 octobre, 7 février, 7 mars, etc.), les partis politiques et les bureaucraties syndicales tentent de contrôler une colère et de la canaliser à leurs profits à des fins électoralistes. Nous savons pertinemment que la Gôche au pouvoir n'a rien à envier à la Droite en matière de politiques antisociales et de précarisation, ils se disputent sans fin le privilège de gérer le capitalisme et ses conséquences criminelles à coup de matraque et de Prozac.

La précarité est indissociable du salariat et le salariat est indissociable du capitalisme. Ce n'est ni dans l'alternance au pouvoir politique ni dans l'illusion d'un capitalisme à visage humain ou citoyen que nous pourrions nous opposer véritablement à la précarité et à la misère, pour cela, il faut abattre le capitalisme et son corollaire répressif l'État.

Pour ne plus subir, nous devons dès aujourd'hui :

- créer, investir, renforcer et multiplier les assemblées de lutte ;
- fédérer sur une base locale, régionale et hexagonale les collectifs, comités et assemblées ;
- développer les pratiques anti-autoritaires d'autogestion, de démocratie directe, de mandatement impératif, de révocabilité des mandats, d'action directe et de fédéralisme ;
- construire des liens de solidarité et d'entraide entre les individus et entre les collectifs en lutte ;
- généraliser la grève et les occupations dans les universités, les lycées et dans le monde du travail.

Pour un autre futur, nous nous battons aujourd'hui pour :

- une société libre, sans classe ni État ;
- l'égalité sociale, économique de tous les individus ;
- la possession collective des moyens de production et de distribution ;
- l'égalité dès la naissance des moyens de développement, c'est-à-dire d'éducation et d'instruction dans tous les domaines.
- l'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques et formes d'oppression et de domination.

Fédération anarchiste

Rennes

Mobilisation étudiante



LE MARDI 7 MARS, malgré la pluie battante et le vent, plus de 20 000 personnes ont défilé dans les rues de Rennes à l'appel des syndicats d'étudiants et de salariés. La manifestation fut ouverte par la banderole intersyndicale, suivie immédiatement par des milliers d'étudiants et de lycéens d'où émanait une forte combativité. Suivaient ensuite les cortèges syndicaux peut-être plus revendicatifs qu'à l'accoutumée avec de forts bataillons d'hospitaliers et de personnel d'EDF-GDF. Le collectif des étudiants en lutte appelait à une assemblée générale interprofessionnelle en fin de manif, mais sans que cela ait été organisé au préalable. À la fin de la manifestation, plus de 2000 étudiants et lycéens suivis par quelques salariés, et sans leurs syndicats, investissaient la gare. Les voies ont été occupées pendant 2 heures environ, cela malheureusement avec une certaine dose d'improvisation ce qui empêcha la tenue de l'AG. À 15 h 15, les flics intervenaient à grands coups de tonfas et de lacrymos et dégageaient la gare et ses abords, un lycéen fut interpellé et conduit à l'hôtel de police, à la porte duquel plus de 400 manifestants attendaient sa libération. Il fut finalement relâché en fin d'après-midi avec une convocation à comparaître pour « troubles à l'ordre public ».

Le jeudi 9 mars, une nouvelle manifestation a eu lieu dans Rennes, suivie d'une « casserolas » en soirée. Quelques actions isolées commises vraisemblablement par des provocateurs n'ont pas vraiment contribué à apporter de la lisibilité politique à la lutte contre le CPE sur Rennes, ni à y donner du crédit dans l'opinion, qui développe pourtant depuis peu une forte sympathie pour le mouvement.

La grève est toujours bien suivie sur la faculté de Rennes II (lettres et sciences humaines) avec blocage total de la fac, mais une certaine lassitude commence à se faire sentir et les votes de reconduction de blocage se font de plus en plus serrés... Les AG y regroupent jusqu'à 2 500 étudiants. Rennes I (sciences et philo) est installée dans le mouvement sous la forme de blocage partiel les jours de manifestation. Les AG y comptent jusqu'à 400 étudiants. Ceux de droit et de l'Institut d'études politiques ont voté le 6 mars en assemblée générale le blocage de leur faculté, du jamais vu depuis longtemps! À la fac de droit, 600 personnes étaient présentes à l'AG: la sauce commence aussi à y prendre, modestement, mais sûrement; quelques antigrévistas UNI et UMP-jeunes, encouragés par l'administration de la fac, étaient présents et particulièrement remontés en tentant de forcer le blocage. La fac d'éco a été lock-outée par l'administration le 7 mars pour empêcher les étudiants d'aller à la manif. À noter la présence de Serge Halimi à Rennes II pour une conférence sur « Le libéralisme et le droit à l'éducation ».

Des pétitions contre le blocage commencent à circuler mais, pour le moment, sans trop de succès.

Les étudiants sont allés à la rencontre des six foyers de jeunes travailleurs du département pour sensibiliser les jeunes au CPE. Les étudiants « bloqueurs » qui sont aussi les plus motivés commencent à fatiguer, car cette lutte repose toujours sur les épaules de quelques-uns seulement. En AG, les discussions portent sur la nature des revendications: faut-il se concentrer sur le CPE, étendre le périmètre des



revendications au risque de faire chapelet « luttons contre la faim dans le monde » ? Certains se posent la question d'aller davantage à la rencontre des salariés, et en particulier le personnel de leur université, enseignants et IATOSS, mais il faut bien reconnaître que cette idée n'est pas vraiment repries par l'ensemble des étudiants.

Les prochaines journées de mobilisation auront lieu les 14 et 16 mars. Les AG d'une fac à l'autre fonctionnent de façon autonome sur le plan décisionnel, mais coordonnées dans les propositions qui y sont faites. Une grande maturité en ressort.

Parmi les décisions prises, la proposition d'avoir des « débats politiques sur le libéralisme » a été adoptée. Les diffusions de tracts sur les hypermarchés et restaurants interentreprises devraient se multiplier, mais elles n'ont pas soulevé un enthousiasme débordant. La proposition de faire une manif nationale à Paris sera soumise à la coordination nationale à Poitiers le week-end du 11 au 11 mars. À la fac de sciences, le blocage total (avec occupation) a été adopté avec 60 % de voix environ à main levée, ce score montre une forme de division et laisse à penser qu'il pourrait être difficile à tenir si la grève ne s'étend pas à l'ensemble du salariat.

À ce sujet, il faut noter une initiative intéressante d'assemblée générale interpro de zone industrielle, à laquelle malheureusement très peu de salariés mais aussi d'étudiants ont participé le 6 mars. Une diffusion de tracts y sera à nouveau organisée le 14 mars. Les facs rennaises, devant les fausses informations données par la presse monopolistique calotine, à savoir Ouest-France, ont décidé d'éditer elles-mêmes un journal en 4 pages sur le mouvement. Ce journal comprendra dans son premier numéro des « paroles de salariés » qui reprennent des discussions que ces derniers peuvent avoir sur leur lieu de travail concernant le CPE.

Sans extension du mouvement sous la forme d'une grève interprofessionnelle reconductible au niveau de l'ensemble du territoire national, le CPE ne risque pas davantage que d'être amendé à la marge, comme l'envisage déjà le « très social » Sarkozy...

Les attermolements des confédérations syndicales en disent long sur leur volonté de réformer le CPE en y positionnant des critères cogestionnaires qui autoriseraient les licenciements. En effet, si les bureaucraties confédérales souhaitaient réellement rejeter le CPE, le CNE, l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à partir de 15 ans... elles auraient organisé une manifestation et une grève le même jour que l'appel de la coordination étudiante nationale, à savoir le 16 mars. En appelant à la mobilisation du 18 mars et en n'appelant pas à la grève le 16 mars, elles torpillent objectivement la convergence des luttes. Il est grand temps de se réapproprier nos outils de lutte, d'organiser à la porte de nos entreprises des opportunités de rencontre avec les étudiants, et d'inviter dans nos universités les lycéens et les travailleurs pour y témoigner !

Pierre & Philippe

Groupe la Sociale de la Fédération anarchiste



Une bonne idée

« Le CPE c'est un échec qui peut, si le gouvernement s'obstinait, nous coûter l'élection présidentielle. On ne va pas jouer la présidentielle à la roulette russe ! » De Charrette, UMP.

Ce n'est pas une si mauvaise idée, quand on y réfléchit... Une chouette partie de roulette russe susciterait certainement bien plus d'intérêt qu'un banal scrutin, et pour un résultat tout aussi fiable. Cette manière de faire présenterait en outre l'indéniable avantage d'empêcher les vaincus de se représenter cinq ans plus tard.

Un peu de patience

« L'égalité des chances, c'est inscrire dans sa tête qu'on peut gagner. » Begag, Arabe de service.

L'égalité des chances, telle que la conçoit Azouz, c'est se dire qu'on peut gagner, mais que par contre ça risque d'être long.

Le fantôme de l'île de Ré

« Je ne représente que moi-même. » Jospin.

Et encore, en es-tu réellement certain ?

Ça promet

« Je n'irai pas voir le pape, mais je gagnerai quand même. » Berlusconi.

Après avoir promis de rester chaste sexuellement jusqu'au lendemain des élections, Berlusconi promet maintenant de ne pas demander l'aide du Saint Père. Tant d'abstinence tout à coup, ça m'étonnerait que Berlu tienne.

Un vieux dicton

« Mieux vaut être fasciste que pédé. » Alessandra Mussolini.

On voit que l'alliée de Berlu a su apporter une touche toute féminine à la campagne. Plutôt fasciste que pédé ? Nous lui répondrons sobrement que l'un n'empêche pas l'autre, regarde ton grand-père.

Sac de...

« Surtout, évitons de faire des n?uds là où il n'y en a pas. » De Villepin, toujours en poste, à l'heure où nous mettons sous presse.

Malgré son expérience de chef scout à la tête de la patrouille des Renards fielleux, de Villepin, visiblement, se démerde mal, question n?uds. Le grand dadais un peu nouille laisse traîner des cordes partout, et après il s'étonne de se prendre les pieds dedans.

Un dur, un vrai

« La politique, c'est trop mou. » Luc Ferry, dur avec lui-même.

Ce qu'il lui faut à Luc, c'est du hard, des cris, des larmes, de la sueur... Chirac l'a bien compris, qui a nommé le philosophe au Conseil économique et social.

7 mars

« Si le Premier ministre s'obstine, il y aura d'autres 7 mars. » Hollande.

Et, avec un peu de chance, pas plus tard que l'année prochaine.

No futur, no friture

« Si les étudiants ont peur du CPE, c'est parce qu'ils ne connaissent pas le monde de l'entreprise. » De Robien, toujours ministre, à l'heure où nous, etc.

Et si le poisson craint l'hameçon, c'est parce qu'il ignore les vertus de la poêle à frire ?

Frédo Ladrissse

(sources : France Inter, Le Parisien, Libération)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Jours de grève à la Sorbonne nouvelle

LES ÉTUDIANTS et le personnel de l'université Sorbonne nouvelle – Paris III sont en grève depuis maintenant deux semaines pour les étudiants, treize jours pour le personnel enseignants et IATOSS. Ils ont fait le choix de l'action contre le CPE et le CNE et contre la destruction des droits des salariés. Cette grève est accompagnée d'un blocage de l'université. En tête durant la manifestation du 7 mars, Censier constituait le plus gros cortège sur Paris avec 2 000 étudiants, enseignants et IATOSS. Ce qui nous a valu de faire la une du journal britannique Times et le titre de fac « leader » du mouvement à Paris.

Les assemblées générales des étudiants regroupent chaque jour de 500 à 1 000 étudiants dans un amphi plein à craquer. Depuis deux semaines elles reconduisent chaque jour le blocus. Jusqu'à aujourd'hui les étudiants ont eu une organisation extrêmement efficace. Sept commissions fonctionnent en permanence, pour aménager le temps restant entre deux AG et entre deux commissions, des buffets offrant cafés, thés ou toasts, des concerts, des animations et du cinéma militant sont proposés aux grévistes. La « grève en fête » de Censier fait flotter dans l'air un parfum de mai 68. C'est toute une génération qui s'ouvre à la politique. Cette grève est exemplaire de par la grande capacité d'organisation et d'action dont font preuve les étudiants et la qualité du débat qui s'est instauré dans les AG et dans les commissions. L'UNEF se voit aujourd'hui débordée par les étudiants non syndiqués qui se sont lancés dans le mouvement. L'expulsion par les CRS des étudiants occupant la Sorbonne n'aura provoqué que la radicalisation du mouvement. Les violences répressives, les tabassages au quartier latin, les véritables courses-poursuites dignes des ratonnades de sinistre mémoire des années soixante, les nombreuses arrestations marqueront à jamais une nouvelle génération militante. Ce ne sont ni leurs troupes, ni leur arsenal de répression, ni leurs coups de tonfa, de matraque, de tazer, de flash-ball, ou de gaz lacrymogènes qui nous impressionneront et nous feront reculer, bien au contraire.

Au niveau du personnel, la grève est reconduite par une AG quotidienne, des commissions « information-communication », « action (piquets de grève) », « défense du personnel gréviste contre toute sanction » ont été créées. Dans notre université, nous avons à

subir tous les jours les conséquences de la politique gouvernementale qui, sous couvert de lutter contre le chômage, entérine l'œuvre de destruction des droits et des acquis sociaux des salariés et des jeunes. Nous avons à subir tous les jours les conséquences de cette politique, relayée fébrilement par nos conseils universitaires et notre président : CAE (Contrat d'accompagnement à l'emploi), CA (Contrat d'avenir), CDD renouvelables, Pactes seniors et juniors, sont autant de mesures sans perspectives de déboucher sur une titularisation. À cela s'ajoutent : le travail à temps incomplet imposé aux salariés les plus précaires, le sous-effectif, la pression croissante sur les agents, la progression de carrière de plus en plus difficile, la baisse des conditions de travail et de la qualité du service public. De nombreux travailleurs précaires, jeunes pour la plupart, se sont joints au mouvement.

Pour la CNT, la particularité à Paris III est que nous n'avons pas au début du mouvement d'adhérents chez les étudiants et les enseignants. Par contre chez les IATOSS la section était bien présente. Nous sommes à l'origine de la première AG organisée le 28 février et du démarrage de la grève chez le personnel, malgré des syndicats « maison » plus préoccupés par les prochaines élections aux conseils de l'université que de lutter contre le CPE et la précarité. Aujourd'hui les militants de la CNT interviennent dans les trois commissions représentant le personnel. Un large courant de sympathie entoure nos interventions chez les étudiants et chez les enseignants. Des demandes d'adhésion récentes devraient nous permettre d'asseoir notre implantation sur les différents sites de Paris III : Censier, la Sorbonne, la Bibliothèque Sainte-Geneviève et la Bibliothèque des langues orientales, où nos militants sont très actifs.

Cela fait maintenant plus de trois semaines que les étudiants mobilisés appellent l'ensemble des salariés à les rejoindre. La mobilisation étudiante, loin de faiblir, se renforce.

Le travail jetable dès le plus jeune âge jusqu'à la tombe, c'est ce que le capitalisme nous promet. Le patronat n'en aura jamais fini avec la misère, l'injustice et l'exploitation. Opposons-lui la grève générale!

Daniel Pinós

Section CNT-FAU de la Sorbonne nouvelle – Paris III

Une nuit à la Sorbonne

16 heures : le vendredi 10 mars, nous nous retrouvons à 500 devant la Sorbonne, rue Saint-Jacques. La Sorbonne encerclée par les gardes mobiles est toujours occupée. La manif s'échauffe, nous voulons rentrer! Ce que nous ferons par une fenêtre. 400 personnes passent avant que les mobiles ne comprennent et réagissent. La lutte s'organise, on barricade les entrées, on bloque les fenêtres. On visite. Se pose alors le problème du ravitaillement. Nous en trouverons dans les machines et les locaux. Des dissensions commencent à apparaître entre nous, les anarchistes et radicaux, et les mous voulant la création d'un service d'ordre chargé de faire régner la sécurité.

18 heures : on apprend que Mélanchon est à l'AG. Avec quelques personnes, nous lui demandons de sortir. Il refuse. Le service d'ordre s'interpose. Bousculade de Jean-Luc et sortie de celui-ci.

19 heures : des soutiens se rassemblent, côté entrée principale.

23 heures : des personnes du rassemblement arrivent à entrer par les échafaudages. Les flics se mettent en position pour charger. Ils n'en auront pas le temps. Nous commençons à jeter des projectiles sur les CRS et les gardes mobiles, malgré le service d'ordre qui voulait l'empêcher. Chaises, tables, extincteurs, tout y passe. Les CRS gazent les manifestants puis reculent et évacuent la rue à minuit trente. Le service d'ordre est alors dissous par l'AG qui se poursuivra jusqu'à 3 heures du matin. Au menu : discussions sur la forme et sur le fond du mouvement.

4 heures : les gardes mobiles se regroupent et des CRS se préparent à une intervention. Nous renforçons les barricades des entrées. Ils cassent une porte côté rue Saint-Jacques à la hache. Nous tenons l'entrée du hall, grâce à deux barricades. Ils poussent et tapent. Nous tenons la barricade et ripostons avec des projectiles divers. Ils finissent par passer. Nous nous regroupons alors devant l'église dans la cour d'honneur. Nous sommes environ 200. Nous voyons se mettre en formation plus de 300 CRS. Nous construisons une barricade. Ils avancent, nous jetons des projectiles. Ils essayent de nous encercler. Ils gazent une première fois. Blessé aux yeux je passe à l'arrière et suis soigné par un copain. Puis je reviens devant. La police pousse puis dégaine les tonfas : ils frappent. Des personnes tombent. Nous sommes repoussés vers l'entrée. Ils gazent une deuxième fois. Plusieurs d'entre nous vomissent à cause du trop plein de gaz. Incapable de marcher seul, je suis épaulé jusqu'à un banc par un copain. Les CRS ferment la porte. Les gardes mobiles referment leurs rangs. C'est fini, nous avons perdu la Sorbonne. La lutte continue.

Mikhaïl Illich Lagrocekich

Merci,

mais on n'a plus besoin de vous...

Des emplois à gogo(s)

Les députés n'auront pas mouillé leur chemise, le recours au 49-3 de la Constitution aura stoppé leur fausse ardeur. Ils seront partis en vacances avec, pour certains, le sentiment du devoir accompli, juste après avoir voté une fabuleuse idée, l'« apprentissage junior », et repoussé l'amendement interdisant le travail de nuit aux ados dès l'âge de 15 ans. Finie la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, les jeunes pourront désormais s'engager à partir de 14 ans dans la voie de l'apprentissage: filière d'exclusion et de régression éducative, en voilà du social! Avec l'adoption par le Sénat du projet de loi sur l'égalité des chances qui introduit le CPE, le gouvernement pense qu'il aura fait le plus dur, mais rien n'est moins sûr.

Le CPE suit et complète le CNE, qui, pour l'essentiel, institue une période d'essai de deux ans, alors que la France a ratifié en 1985 un texte pondu par le BIT (Bureau international du travail) précisant qu'elle devait être d'une durée « raisonnable ». En outre, ces contrats, sans jamais mentionner les conditions d'une véritable embauche n'obligent qu'une seule des deux parties, l'employé (accepter sans broncher la volonté qu'a le

taulier de vous virer), autrement dit, ces contrats n'en sont pas. L'« effet CNE » c'est par exemple ce boucher d'un supermarché licencié parce qu'il avait fait ses courses chez son employeur en jogging (un jour de repos). Qu'il déambule entre les rayons et croise des clients ainsi habillé n'a pas plu à sa direction qui l'a remercié, et ce n'est que le début, annoncent les services juridiques des syndicats.

Ennemi public n° 1 : le Code du travail

Mis bout à bout, ces nouveaux contrats déboucheront sur la « mort » du CDI, l'emploi précaire sera bientôt la nouvelle norme. La vraie menace, c'est bien qu'après le CNE, le CPE soit la dernière étape avant un contrat unique, il ouvrirait la porte à une totale flexibilité, et l'UMP a déjà fixé les contours du futur bébé (propositions du rapport Cahuc-Kramarz). Il est clair que pour eux, il suffit de matraquer le travail pour fabriquer des emplois. L'heure n'est plus à l'application des règlements « tatillons », et certains employeurs ne se privent pas pour utiliser la force contre les inspecteurs du travail gardiens du Code. Pour faire patienter tous ces patrons

en attente de jours meilleurs, la Cour de cassation a estimé le 12 janvier 2006 que l'on pouvait licencier, même si une entreprise gagne de l'argent, en prévision de jours moins fastes.

Si la présidente du Medef, Laurence Parisot s'interroge à propos du CPE, c'est qu'il existe encore moins onéreux que le CPE: le stagiaire qualifié, qui ne coûte carrément rien. Mais sa vraie question serait plutôt: est-il pertinent de conserver un Code du travail? Il faut « libérer » le travail assénent les patrons, il n'y a pas d'emploi, mais on va quand même vous employer! En attendant, le raccourcissement de la durée d'indemnisation du chômage, voulu par le Medef et l'État, a fait exploser le nombre de érémites. L'Unedic et les partenaires sociaux sont en train d'abandonner la prise en charge du non-emploi. Il faut que, pour tout le monde, le mot chômeur devienne l'équivalent du mot profiteur et, quand il aura totalement disparu, bien entendu, on s'attaquera aux érémites.

Broyé, mâché, digéré

La crise de l'emploi (pénurie organisée) ne doit pas masquer celle du travail dans ces entreprises où la peur et la menace de licenciement sont devenues des outils de gestion sociale. Harcèlement, humiliations, la souffrance au travail qui touche de nombreux salariés devient un phénomène inquiétant. Environ 300 personnes par an se suicident, laissant des lettres accusant explicitement la hiérarchie et les nouvelles formes de management. Les investigations de la médecine du travail et les enquêtes révèlent qu'un nombre toujours plus élevé de salariés a une perception carrément négative de son travail. Le libéralisme et sa logique de rentabilité à tout crin a fait du salarié une chose dont il faut assurer la rentabilité immédiate et la rotation rapide afin de générer toujours plus de profit. L'emballement ou l'arrêt de ce processus dépend de notre volonté collective à vouloir faire bouger les choses, et je ne connais qu'une solution au malheur social généré par le libéralisme...

Thierry

groupe de Rouen



Pas d'expulsion familiale en Saône-et-Loire.

En 2001, après avoir refusé un mariage que sa famille voulait lui imposer, Emel Akdag a épousé Sahin Akdag. Le 22 novembre 2001, âgée de 19 ans et enceinte de 7 mois, Emel a décidé de s'exiler en France pour protéger sa vie et celle de son enfant à naître. Sahin Akdag n'a pu rejoindre sa femme et son fils que le 25 septembre 2002. Le 20 août 2004, on leur refuse leur demande de droit d'asile. Sahin est ensuite arrêté et transféré au centre de rétention administrative de l'aéroport Saint-Exupéry de Lyon. Le 22 février, la police de l'air et des frontières veut le mettre, contraint et menotté, dans un avion en partance pour la Turquie. Les militants du réseau Éducation sans frontières alertent les passagers et le personnel de bord de l'appareil et, au refus du pilote de décoller, Sahin est débarqué. Il est aussitôt incarcéré à la prison Saint-Paul de Lyon. Il sera jugé le 15 mars 2006 par le TGI de Lyon pour refus d'embarquer. Emel et Sahin doivent obtenir leur régularisation tout de suite.

Risque d'expulsion et de dislocation d'une famille sur Lure

Une famille d'origine géorgienne installée à Lure depuis deux ans en Haute-Saône risque d'être brisée: les parents peuvent à tout moment être reconduits à la frontière par l'autorité préfectorale, depuis le 13 février 2006, alors que les enfants pourraient éventuellement poursuivre leur scolarité à Lure, mais jusqu'à quand? Malgré les efforts et les témoignages des élèves et des enseignants du collège, le soutien des parents d'élèves, le tribunal a malheureusement donné raison au préfet: l'expulsion des parents est désormais prévisible!

Application du CNE

14 salariés en CNE licenciés dans une entreprise de Douarnenez! La CGT du Finistère a décidé jeudi de saisir les conseils de prud'hommes après la rupture de 14 contrats nouvelle embauche (CNE) en trois mois dans un même commerce de Douarnenez. Voici un exemple de la précarisation du travail qui nous attend. En outre, les salariés ont dénoncé brimades, menaces, harcèlement à leur encontre. Des faits qu'ils ont dénoncés aux services de l'emploi et à l'inspection du travail.

Fac du Havre contre le CPE-CNE

Vendredi 10 mars au matin, nouvelle assemblée générale, forte mobilisation

surprenante à la veille d'un week end: 600 étudiants à l'intérieur d'un amphi, au moins 150 à l'extérieur, reconduction de la grève jusqu'à lundi (pour: 500; contre: 51; abstention: 19), blocage de la fac (350 pour, 210 contre).

Manifestations du 7 mars

Rouen

Environ 10 000 à 12 000 personnes (4 000 le 7 février), ont manifesté pendant plus de trois heures malgré une pluie glaciale. Des lycéens surexcités, des cortèges syndicaux assez fournis mais silencieux (sauf les Solidaires). La CGT et la CFDT, qui n'avaient pas posé de préavis, ont imposé leurs banderoles en tête de manif en bousculant un peu les lycéens. Quelques incidents à la dispersion entre flics (casques et boucliers) et lycéens qui voulaient prolonger la manif; il y aurait eu quelques interpellations, on attend des nouvelles. Prochaine manif annoncée à Rouen, le jeudi 18 mars.

Nîmes

Plusieurs milliers de personnes, avec un tiers du cortège constitué de jeunes gens. La CGT faisait profil bas, les Sud étaient en forme, FO n'avait pas grand monde. La CNT a bénéficié d'un renfort inattendu d'étudiants. Après la manif, un manque de coordination a amené Sud à appeler à une AG (trente personnes) alors que simultanément, le CLAAC (Collectif autonome anti-CPE) appelait à une AG à la fac, mais n'ont pas pu avoir de salle. Ils étaient 50. À l'issue de cette AG qui s'est tenue dans la rue, le CLAAC a décidé de continuer la lutte par des actions, et des rassemblements...

Besançon

Plusieurs milliers de manifestants dans les rues enneigées. Sono FO pourrie, cortège CGT assez médiocre avec les pontes locaux du PS disséminés dans



leur rang, CFDT, FSU, Sud et CNT et les anars. Assez forte mobilisation de la jeunesse. La manif est passée devant le local de l'UMP qui a été bombardé de boules de neige (ainsi que les flics présents). Un peu de tension quand les flics ont essayé d'arrêter un jeune. Présence policière impressionnante. Fin de manif en capharnaüm, certains restant devant l'UMP pendant que la manif se poursuivait, séparée en deux ou trois blocs. AG en fin d'après-midi.

Saint-Brieuc

8 000 personnes environ pour une manif départementale, mobilisation importante, information de la jeunesse (première rencontre avec l'anarchisme?). La manif a été tranquille, très encadrée par les syndicats (trop, je dirais, puisque aucune initiative des principales personnes concernées n'a vu jour), une seule intervention au départ comme à l'arrivée dite par un jeune (MJS, brr, ça fait froid dans le dos).

Lyon

Entre 10 000 et 15 000 manifestants. En tout cas, le double de la manif du 7 février. Les Enragés avaient décidé de défiler avec la CNT qui avait un superbe cortège (400 personnes si ce n'est pas plus à certains moments) et placé derrière la CGT (en premier) et avant la CFDT (qui avait moins de monde que la CNT). Une AG avait lieu après la manif à la fac de Lyon 2.

Strasbourg

3 500 personnes selon la police (entre 5 000 et 6 000 selon les organisateurs), contre grosso modo 2 500 il y a un mois, ont défilé dans la ville. Les lycéens formaient une bonne moitié du cortège.

Le Nord

Environ 15 000 personnes à la manif (près de 2/3 d'étudiants et de lycéens). Des manif aussi à Arras, Douai, Calais, Valenciennes, Dunkerque. Une fin de manif plus chaude autour du local de l'UMP qui s'est traduite par 28 interpellations et deux manifestants aux urgences. Les flics étaient bien chauds devant le commissariat central. Sinon, après Lille III occupée depuis près de deux semaines, Lille I depuis 2-3 jours ainsi que l'IUT B de Tourcoing, Lille II (la fac de droit) a voté le blocage en AG (paraît que même la catho a prévu une AG). Tout cela s'ajoute au mouvement dans les bahuts du Nord contre la carte scolaire (plus de 700 postes supprimés après les 900 de l'année dernière): occupation, grève, collèges vides organisés par les parents, dans les centres sociaux privés de subvention...

**CPE d'abord
le reste ensuite**



LA POPULATION FRANÇAISE est-elle solidaire des luttes anti-CPE? Les unes de la plupart des quotidiens semblaient répondre par l'affirmative: « Génération jetable », « L'onde de choc anti-CPE », « Avoir vingt ans en 2006 », « Manifs à durée indéterminée », « Facs en fièvre », « Dominique de Villepin face au défi des jeunes », mais aussi « Les résistances au CPE jettent le trouble à droite »... pour finir la semaine dernière en feu d'artifice avec l'occupation de la Sorbonne, symbole désuet, mais symbole quand même, de mai 68. La plus belle étant, à mon avis, celle de l'ancien quotidien de la rue de Lorraine: « Le printemps de la Sorbonne » (merci la fenêtre ouverte). Même si l'intervention des forces de l'ordre a suivi, l'action reste.

Ça c'est pour les étudiants frappés de plein fouet par les dispositions de la loi, mais qu'en est-il des syndicats représentatifs qui soutiennent le mouvement et sont tenus de présenter un front uni contre le Code du travail?

Le paysage syndical a bien changé depuis la dernière occupation de la Sorbonne en mai 68 ! À cette époque, face à une puissante CGT « fraternellement » encadrée par le grand frère PC, FO encore dans la guerre froide et la toute jeune CFDT la bride sur le cou, il y avait des leaders étudiants (Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot, tous rangés des voitures) qui leur tenaient la dragée haute. En ce début du XXI^e siècle, le mouvement étudiant ne se reconnaît pas dans des « dirigeants éclairés » et le mouvement syndical ne va pas très bien. Bernard Thibault résume le problème à sa façon quand il déclare à la presse : « Nous mettrons le temps qu'il faudra, mais nous y arri-

verons. » Pas de mise en garde au nom du mouvement ouvrier, pas d'imprécation du genre « à l'initiative de la seule CGT ». On accompagne fraternellement, mais le dénouement se jouera-t-il entre mouvement social et pouvoirs publics ou tout se réglera-t-il à l'Assemblée nationale? Ce qui reste du monde syndical et l'opposition étudiante au CPE ne servant qu'à redorer le blason d'une opposition (toutes tendances confondues, mais en se marchant allégrement sur les pieds) visant à engranger du mécontentement en vue de la présidentielle de l'année prochaine.

Du côté du gouvernement, des pouvoirs publics, les préoccupations se ressemblent. Il y a quelque temps des voix s'élevaient dans la majorité pour trouver que le ministre de l'Intérieur en faisait trop. Maintenant le trouble est à nouveau dans la droite française. La méthode du Premier ministre pour rendre la France plus « compétitive » est mise en question. Plus crûment, un député UMP, de Charette, (qualifié de néosarkozyste) a déclaré : « Il faut suspendre le projet du CPE et ouvrir la porte au dialogue avec les jeunes [...] Si le gouvernement s'obstinait, cela pourrait nous coûter la présidentielle. »

Certes ce ne sont que crocs-en-jambe et perfidies diverses en vue de l'accession à la charge suprême, mais le ton est donné. Pas sur le fond, mais sur la forme. Rien qui puisse fâcher avec l'opinion publique avant 2007. Mais depuis son périple aux Antilles, *kivoussavé* pouvait toujours envoyer des boules puantes.

À gauche on doit, bien sûr, espérer qu'à l'UMP, dans la mêlée ouverte fratricide pour la présidentielle, les deux principaux prétendants

couleront avec le même bateau et que le gâteau arrivera tout cuit pour le PS. En pensant à une seule personne pour le rôle de chef de gondole.

Mais PS comme UMP ont beaucoup en commun dans leur stratégie-image face à la vie politique française, à quelques exceptions près. Cela se résume à « préserver l'image d'un homme d'État ». En prévision de la présidentielle 2007, de leur avis conjoint, tout devrait être résolu. Certes la droite donne du grain à moudre avec des déclarations comme celle d'une proche de Bayrou, Marielle de Sarne, au sujet de la mobilisation anti-CPE: « La thèse du complot et de la manipulation, c'est ce que brandit à chaque fois la droite classique. Tout ça c'est des conneries »!

Mais la gauche qui a été au pouvoir il ya vingt-cinq ans, peut, par souci électoraliste, dire souvent quasiment la même chose. Et le Jean-Luc Mélenchon, parachuté (malgré lui?) à la Sorbonne aura été une triste expérience de porte-voix foireux.

Des manifestations, étudiantes et syndicales, sont prévues cette semaine, le 16 et 18. Entre-temps les pouvoirs publics, toutes que relles confondues, auront exécuté des grimaces médiatiques pour amadouer la jeunesse estudiantine. On ne notera pas les absents sous les feux de la rampe. Quoi que nous réserve l'avenir du mouvement anti-CPE, nous aurons au cœur l'action des cheminots tourangeaux aidant les lycéens et étudiants de Tours à bloquer leur gare vendredi dernier. Unité ouvriers-étudiants, rêvons-la pour de bon !

Jean-Pierre Germain

Journées d'action internationale des anarchistes Aquila, 18 et 19 mars

Samedi 18 mars 2006 : manifestation antimilitariste
Vous êtes leurs ennemis, ils se battent contre vous
Si vous travaillez, ils vous précarisent
Si vous protestez, ils vous arrêtent
Si vous vous exprimez, ils vous bâillonnent
Si vous vous organisez, ils vous surveillent
Si vous êtes solidaires, ils vous persécutent
Refusez la guerre, refusez l'État, refusez le capitalisme

LE 18 MARS est l'anniversaire du début de la Commune de Paris et celui de la répression dans le sang de la commune de Cronstadt. C'est pour cette raison que l'Internationale des Fédérations anarchistes a décidé d'inviter les anarchistes de tous les pays du monde à proposer l'auto-organisation et l'autogestion libertaire de la vie sociale comme alternative concrète au terrorisme d'État, à la militarisation et la hiérarchisation des consciences, pour construire une société libre et solidaire.

Le 18 mars est aussi l'anniversaire du début de la guerre en Irak. Une guerre qui voit l'Italie en première ligne tuer des civils sans défense, piller les ressources naturelles et des pièces archéologiques, tirer sur les ambulances et sur les blessés. Sur le front intérieur, la guerre est contre les immigrés, les travailleurs, ceux qui s'opposent au choix du saccage de l'environnement et de la société, à la précarité devenue la règle, à l'esclavage salarié.

Le 18 mars, une gauche moustachue et casquée voudrait nous faire oublier la guerre du Kosovo et celle d'Afghanistan et se faire passer pour pacifiste en demandant le retrait graduel des troupes italiennes de l'Irak, en appelant à une manifestation à Rome, qui ne sera qu'une parade électorale à laquelle les anarchistes ne participeront pas.

Le 18 mars, nous serons dans les rues d'Aquila pour :

Protester contre la militarisation du territoire et le nouveau modèle de défense basé sur l'emploi de mercenaires, la publicité militariste, la promesse d'un emploi stable, la complicité entre les écoles et l'armée qui vient y faire des opérations de recrutement.

Réaffirmer notre opposition à la réalisation du troisième tunnel du Gran Sasso (et au saccage de l'environnement, conséquence des énormes travaux qui ne servent que certains

intérêts), au TAV (Train à grande vitesse) et au pont sur le détroit de Messine imposé avec violence aux communautés locales.

Alerter sur la situation des détenus à la prison de Sulmona, où, dans le silence total, ont eu lieu 14 suicides en 2005. Ce sont des assassinats d'État. L'administration pénitentiaire veut réaffirmer son droit à disposer de la vie des prisonniers.

Contester la réforme Berlinguer-Moratti et son principe d'alternance école-travail déjà mis en place dans les Abruzzes par un décret régional.

Protester contre la précarisation du travail et de la vie.

Rejeter la directive Bolkestein et les tentatives de privatisation de l'eau.

Fédération anarchiste italienne



Collage d'Eric Coulaud

Service obligatoire civil ou civique, c'est non !

Il y a quelques années « le service national créait, avant tout, un lien entre les diverses classes sociales et les générations ».

Aujourd'hui, « en cette période de désarroi, ne convient-il pas de proposer à notre jeunesse des thèmes forts qui transcendent leurs rêves avant que ceux-ci ne s'abîment dans un quotidien médiocre et fasse d'eux des Français non citoyens ? »

Ces deux citations sont extraites des motivations des députés qui ont présenté au Parlement une proposition de loi du 24 février 2005 dont voici les trois premiers articles :

1. Un service national civique et militaire de six mois, mixte pour tous les Françaises et les Français de 18 à 25 ans est instauré.

2. Ce service aura pour vocation première la formation des citoyens à la gestion

de crises militaires, humanitaires et naturelles, à ce titre.

3. Ce service national civique et militaire s'organisera, pour les étudiants, en concertation avec le ministère de l'Enseignement supérieur pour que soit validée, sous forme de semestre universitaire, la formation acquise, dans le cadre de la réforme Licence Master Doctorat.

De Christine Boutin à François Hollande,



Quel service national ?

Doit-on craindre, pour ceux qui préconisent un nouveau « service civil obligatoire » un fiasco au moins équivalent à celui qui a valu à la loi promulguée il y a tout juste quelques mois une abrogation solennelle, après un vote unanime ? Que veulent ces citoyens et ces parlementaires apparemment bien intentionnés ? Ils disent souhaiter un « service fondé sur la mise en œuvre de l'idée de fraternité et de solidarité » ?

Même si l'on approuve sans réserve la nécessité d'une pédagogie de la solidarité, il est permis de s'interroger sur la crédibilité d'un tel projet en l'absence de tout moyen préconisé pour le mettre en œuvre, et de se demander s'il ne serait pas préférable de faire appel au bon sens et à la sagesse de nos compatriotes plutôt qu'à un passé révolu, de rappeler aussi que le fond est souvent trahi par la forme et la fin par les moyens.

Ces signataires ont-ils en effet réfléchi aux modalités d'application de ce service renouvelé et à leurs conséquences dans les temps actuels, comme aux impossibilités de sa réalisation concrète ?

Les jeunes femmes et hommes de notre pays seraient donc, et seuls en Europe, astreints à un service civil obligatoire, dans l'esprit d'obéis-

sance d'autrefois : de quelle durée ? dans quelles conditions ? sous quelles autorités ? avec quelles missions ? dans quelles casernes ou lieux d'hébergement ? avec quelles rémunérations ? et enfin avec quelle motivation supérieure ?

Et qui en serait éventuellement exempté : le jeune en situation déjà précaire d'emploi, en cours d'études, apprenti, en situation de mère ou de père de famille, en grande difficulté sociale, etc. ?

Que prévoient-ils de faire surtout, ces citoyens et parlementaires, de celles et de ceux qui désobéiraient ?

Car il ne suffit pas de proclamer à juste titre que « l'argent ne peut en aucun cas se substituer à cette contribution » pour empêcher les « refus d'obéissance ».

Quelles seront alors les infractions punissables : de nouveau l'insoumission, la désertion, le

cette idée merveilleuse. Le journal *la Vie* a lancé une pétition (publiée dans le *Monde* du 6 février 2006) qui a déjà recueilli 10 000 signatures de citoyens et celles de 441 parlementaires et autres « personnalités ».

Cette grande idée, belle et généreuse, sent par trop les Chantiers de jeunesse chers au maréchal Pétain. C'est surtout une idée qui a pour but de faire peser sur les jeunes le poids de la férule étatique. C'est cette idée qui a fait réagir l'avocat Jean-Jacques de Félice, qui sait de quoi il parle : il eut à défendre dans un passé récent nombre d'insoumis au service civil de remplacement pour lequel Louis Lecoin avait lutté.

Cette belle idée ramènera-t-elle à sa suite la justice militaire ?

ANTIMILITARISTES, MOBILISEZ-VOUS !

refus d'obéissance ? Par manque d'imagination, reviendra-t-on aux peines traditionnelles d'emprisonnement pour sanctionner ces transgressions d'un nouveau genre ?

Verrons-nous resurgir ces périodes de démoralisation de la jeunesse qui nous ont valu un peu partout en France des prisons pleines de jeunes réfractaires de 20 ans ?

Après le vote de la loi de 1963 sur l'objection de conscience, d'autres difficultés commencèrent lorsque certains refusèrent l'alternative imposée entre un service militaire ou un service civil de double durée.

Les juges d'alors, imperturbables, continuèrent à faire appliquer le même Code de justice militaire et à prononcer les mêmes peines, bien qu'aucun texte fixant de nouvelles infractions et leurs sanctions n'eût jamais été rédigé...

À mon sens, le seul service aujourd'hui possible et juste ne peut être que civil, volontaire et international.

Être réaliste, c'est faire de nouveaux choix et non s'obstiner à creuser les ornières du passé.

Jean-Jacques de Félice, avocat

6 février 2006

De la volaille pour les ouailles

POUR LES CATHOLIQUES, le Carême est la période de quarante jours précédant Pâques. Durant cette période, on mange maigre, ou on jeûne. Traditionnellement, officiellement, et puis sinon, si jamais on « oublie », on sait bien qu'il suffit ensuite de se confesser pour être sûr d'aller au paradis...

De là à proclamer qu'il ne faut pas appliquer les recommandations de l'Église, cela peut paraître étonnant de la part d'un évêque. C'est pourtant ce qu'a fait Mgr Philippe Breton, évêque du diocèse d'Aire et Dax. Dans un communiqué à la presse, il déclare : « Comme évêque des Landes, je demande aux catholiques landais de garder raison, de conserver leurs habitudes alimentaires traditionnelles et de consommer normalement de la volaille, y compris pendant le Carême 2006 qui vient de commencer. » Il veut en faire un « geste significatif de solidarité avec toute une filière en désarroi ».

L'évêque sera-t-il excommunié ? Il sait bien que « pendant tous les vendredis, à moins qu'ils ne coïncident avec une solennité, on doit observer l'abstinence de viande, ou de tout autre aliment déterminé par la Conférence épiscopale ; on gardera jeûne et abstinence le mercredi des Cendres et le Vendredi Saint. » (Code de droit canonique) Tout de même, « garder raison » quand on sait que la raison s'oppose à la foi...

Après tout, il y a bien un commandement qui dit : « Tu ne tueras point » ; et alors ? Les généraux ne comptent-ils pas nombre de bons chrétiens ? N'y a-t-il pas des aumôniers dans les armées ? Tuer n'est donc pas si grave, si l'on prie avant et après. La doctrine est toujours flexible. Surtout s'il faut la tirer du côté du pouvoir poli-

tique, ou des intérêts économiques. Donc, le commerce passe avant tout, et pourquoi pas au prétexte de la solidarité, et ainsi pouvoir « pécher » tout en gardant bonne conscience, ce qui reste le plus important, bien sûr... Ce ne sera donc pas un péché cette année. Nous voilà bien soulagés ! On peut suggérer à l'évêque de prolonger sa démarche : il est sur la bonne voie ! Plus on s'éloigne des préceptes, plus on est libre, et on n'est pas un criminel pour autant. Alors pourquoi ne pas manger ce qu'on veut quand on veut ? D'autant plus que les dates du calendrier sont totalement arbitraires. Jésus, s'il a existé, serait né un 25 décembre ? Mort le jour de Pâques ? Par souci de cohérence, l'évêque pourra aussi rappeler (car chacun le sait déjà) qu'il n'y a pas de mal à copuler sans procréer et aussi qu'il n'y a pas nécessité de signer un papier pour ça, et a fortiori de subir une messe ennuyeuse et abêtissante auparavant. Et cætera !

Le Furet

Première

« **DIEU EST AMOUR** ». Mercredi 25 janvier, la première encyclique de Benoît XVI a été publiée. Le pape y dénonce l'amour « rabaissé au simple sexe » et y présente le couple hétéro comme destinée de l'homme et de la femme. Et y prétend que l'Église rejette le prosélytisme. Zoom.

Deus Caritas est (Dieu est amour). Tel est le titre de la première encyclique du pape Benoît XVI « sur l'amour chrétien ». La brochure de 45 pages, destinée à tous les membres de l'Église catholique, a été publiée ce mercredi 25 janvier. En employant les mots « amour » et « charité », l'ancien gardien de la doctrine espère effacer l'image de Grand Inquisiteur qui lui colle à la soutane depuis son élection en avril 2005. Et pourtant...

Selon Benoît XVI, l'éros doit être « discipliné » et épuré. Rien de neuf à Rome, donc, où le pape s'en prend au caractère prétendument « trompeur » de l'amour lorsqu'il est « rabaissé au simple sexe », au domaine « purement biologique ».

Il affirme que la doctrine chrétienne a toujours dit que l'amour doit tendre à la fusion du corps et de l'esprit dans le mariage, où l'homme et la femme réalisent leur « destinée profonde ». En filigrane, le couple hétérosexuel est une nouvelle fois présenté comme but ultime et valeur indépassable. Ratzinger ne perd jamais une occasion de réaffirmer clairement les positions de l'Église catholique sur des thèmes brûlants d'actualité tels que la conception de la famille et l'autodétermination des individus. En somme, le pape continue sa croisade permanente contre l'humanité.

Si, dans cette première encyclique, le souverain pontife reconnaît du bout des lèvres « une certaine vérité » aux critiques marxistes contre la charité chrétienne, en admettant que l'Église a réalisé « avec lenteur » (doux euphémisme) les nécessités de l'action en faveur de la justice sociale, il a cependant récemment attaqué l'expérimentation de la pilule abortive RU486, entreprise dans quelques hôpitaux toscans. La conception vaticane de la justice ne concerne manifestement pas les femmes, à qui le Vatican interdit l'interruption volontaire de grossesse et qu'il culpabilise inutilement.

Dans son encyclique, le pape rappelle les grandes règles de l'action caritative : l'Église



encyclique de Benoît XVI

doit être « indépendante des partis et des idéologies » et rejeter tout « prosélytisme ». Pourtant, Ratzinger et, de manière générale, l'Église ne cessent d'intervenir dans le débat public. Le 12 janvier par exemple, le pape a condamné les unions homosexuelles et la pilule abortive. Et l'Église catholique italienne, en prévision des élections législatives qui se tiendront dans la péninsule le 9 avril, a quant à elle fait savoir au centre gauche qu'elle combattrait toute tentative de reconnaissance de partenariat civil pour les couples hétérosexuels non mariés et les couples homosexuels.

La pièce qui se joue est dramatique, parce qu'elle se joue réellement sur le corps de chacun d'entre nous. C'est une question de genre, mais pas seulement. Nous devons par exemple combattre l'attaque misogyne contre l'autodétermination des femmes (un vieux cheval de bataille de l'obscurantisme catholique) en ayant conscience qu'il ne s'agit pas d'un problème exclusivement féminin. Le projet de domination sur la famille est avant tout la volonté de dominer chaque individu.

Le 14 janvier, des manifestations massives ont d'ailleurs eu lieu à Rome et à Milan pour défendre la loi 194 qui reconnaît le droit d'avorter et pour promouvoir la reconnaissance et la tutelle juridique des unions de fait. En Italie, malgré tout, il y a encore une conscience populaire vivante, qui sait résister aux attaques réactionnaires des hiérarchies ecclésiastiques.

Plus encore, Ratzinger affirme dans son encyclique: « Nous n'avons pas besoin d'un État qui régent et domine tout, mais au contraire d'un État qui reconnaisse généreusement et qui soutienne, dans la ligne du principe de subsidiarité, les initiatives qui naissent des différentes forces sociales et qui associent spontanéité et proximité avec les hommes ayant besoin d'aide. » À première vue, on pourrait percevoir ici une approbation des mouvements altermondialistes par Ratzinger. Dans ce cas, il méconnaît l'essence des mouvements alter qui aspirent à agir en dehors de l'État et en toute indépendance. Mais il s'agit probablement de tout autre chose... Le pape demande en effet aux États de soutenir les forces sociales et s'empresse d'ajouter que « l'Église est une de ces forces vives ». Des interférences entre l'Église et de l'État sont à

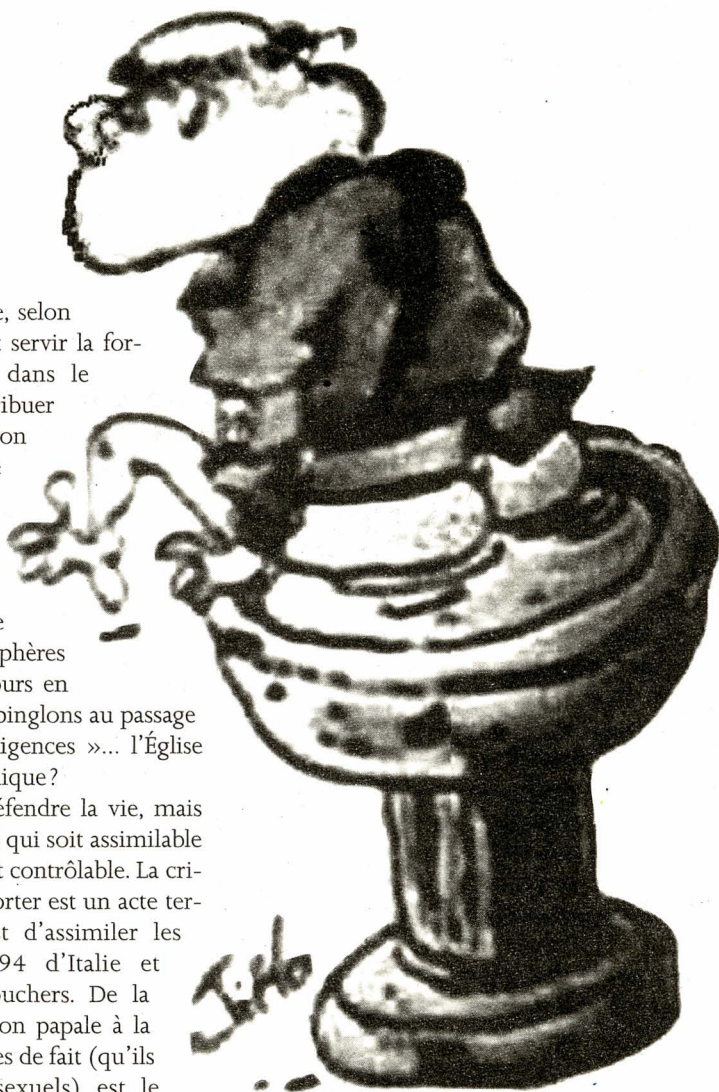
craindre, d'autant plus que, selon Benoît XVI, l'Église « veut servir la formation des consciences dans le domaine politique et contribuer à faire grandir la perception des véritables exigences de la justice ». C'est une conception de la séparation Église-État pour le moins ambiguë, comme le révèle aussi cette autre phrase: « Les deux sphères sont distinctes, mais toujours en relation de réciprocité. » Épinglons au passage les termes « véritables exigences »... l'Église détiendrait-elle la Vérité unique?

L'Église ne veut pas défendre la vie, mais elle veut créer une non-vie qui soit assimilable à son modèle homogène et contrôlable. La criminalisation du droit d'avorter est un acte terroriste dont l'objectif est d'assimiler les partisans de l'article 194 d'Italie et d'ailleurs à de cruels bouchers. De la même manière, l'opposition papale à la tutelle juridique des couples de fait (qu'ils soient hétéro ou homosexuels) est le symptôme d'une volonté destructrice, qui veut uniquement humilier les individus dans leurs désirs, dans leur vitalité, dans leur charge humaine.

Lutter contre la pieuvre vaticane en se limitant à la défense juste des acquis par les moyens législatifs serait absolument réducteur. À la croisade catholique, il faut répondre en relançant un engagement anticlérical plus fort afin de démasquer les dangers de ce pouvoir politique et religieux qui voudrait nous faire retomber dans un Moyen Âge de brutalité et d'ignorance.

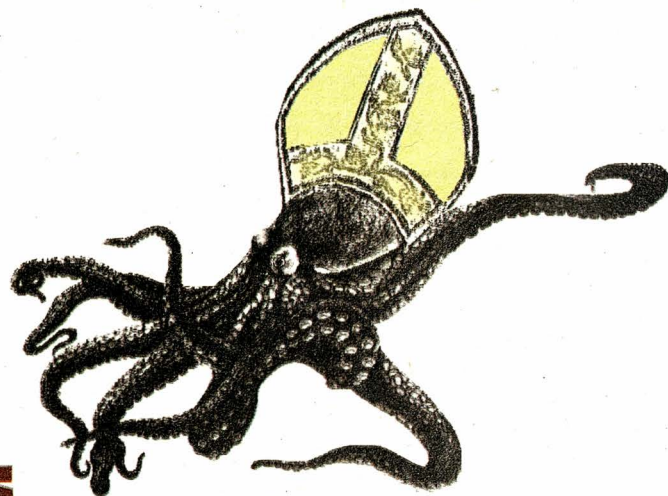
Contre la culture de la douleur à tout prix, contre celle de la culpabilité et des expiations physiques de « péchés ataviques », il est nécessaire de réaffirmer l'incontrôlable énergie de la volonté, de la liberté, de la maîtrise de soi. Ce que l'Église redoute, c'est: une femme ou un homme absolument responsable, capable de gérer son existence et ses choix.

Et ceci vaut pour toute institution religieuse, sous n'importe quelle latitude et avec n'importe quel dieu.



Hertje

Chroniques de l'obscurantisme



Quand des calotins en croquent et se rebiffent

L'AFP NOUS SIGNALE que dix-neuf prêtres catholiques québécois dénoncent publiquement la position de l'Église catholique romaine sur l'homosexualité. Ils expriment leur désaccord, face à la récente directive du Vatican s'opposant à l'accès à la prêtrise pour les homosexuels. Ils critiquent également un mémoire de la conférence des évêques catholiques du Canada, hostile à la loi autorisant le mariage civil homosexuel. Allez les gars, ne vous arrêtez pas là! Rappelez quelques vérités historiques à votre maître suprême et brûlez son Vatican, pour une fois qu'on ne nous accusera pas!

Dix-neuf culs-bénis en colère

Selon leur communiqué de presse: « Toute l'argumentation sous-jacente à ces textes ne nous convainc pas. On y parle de loi naturelle, comme s'il s'agissait d'une donnée aussi immuable qu'évidente. Or, l'être humain n'a jamais fini de chercher et de découvrir sa vraie nature. Même dans l'Église, l'esclavage a été considéré pendant des siècles comme "naturel", alors qu'il est aujourd'hui jugé "contre nature". L'Église ne détient pas toute la vérité sur l'être humain et, en matière de vie politique, sociale, familiale et sexuelle, son enseignement officiel s'est plus d'une fois révélé erroné ». Tu l'as dit bouffi!

« On cherche la fessée du grand maître » ?

À la lecture de ce texte revendicatif, on arriverait presque à les plaindre!... Sauf que ces dix-neuf curetons ont oublié de citer d'autres crimes commis par l'obscurantisme catho. Par exemple, la crémation des « sorcières », le

procès de Copernic, du chevalier de La Barre, des premiers luthériens, des cathares et autres impies: juifs, musulmans, athées, déviants, anarchistes, sauvages, antéchrists, mécréants, sarrasins, marxistes, nègres, porteurs d'eau, femmes aux amours contre nature, Indiens, avorteuses, faiseuses d'anges, sodomites, etc.

J'arrête, j'arrête: la liste serait trop longue: 2006 ans de hargne et de haine!

Leur « doux Jésus » aurait pu finir au bûcher...

En effet, je me suis toujours demandé pourquoi ce dernier s'était entouré de douze garçons (si ce n'est l'exception Marie-Madeleine, prostituée reconvertie).

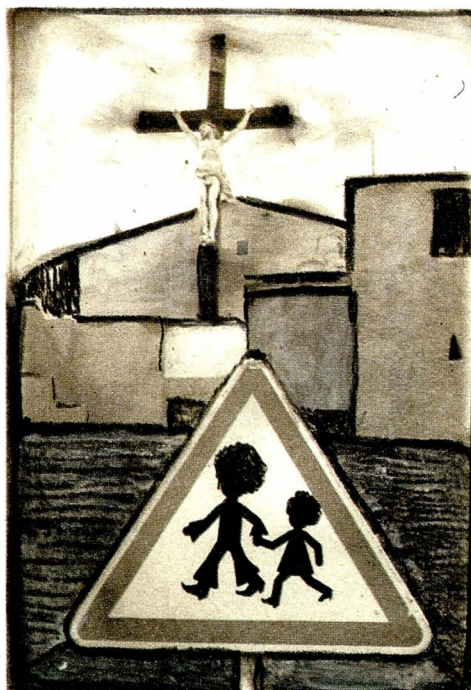
Était-ce par pur machisme ou tout simplement par goût? D'ailleurs, qui nous prouve qu'il n'a pas vécu avec quelques-uns d'entre eux des aventures sexuelles passionnantes, voire enflammées?

Je crois que c'était également l'avis de Pier Paolo Pasolini, athée, marxiste et homosexuel. Ne suggère-t-il pas dans l'évangile selon saint Mathieu, certaines tendances à apprécier les formes masculines, ou n'est-ce dû qu'à ma seule interprétation de certaines images trop suggestives?

Je propose à ces dix-neuf personnages de projeter ce film devant leur « maître à penser », ou tout bonnement en cas de non-recevoir, de se défroquer, afin de découvrir comment la vie peut être simple et les plaisirs bons à partager, sans dieux et sans maîtres!

Patrick Schindler

de la commission antireligions FA



Caracas

Forum social alternatif

Une expression de la gauche anti-autoritaire

Du 23 au 29 janvier 2006, dix organisations sociales et politiques vénézuéliennes se sont fait entendre dans le cadre du Forum social alternatif (FSA). Petit ou grand, ce qui fut réalisé pendant cette semaine l'a été de manière totalement indépendante et autogérée, utilisant en cela l'expérience accumulée par ces organisations durant des années d'effort dans un contexte vénézuélien tout à fait particulier.



Équipe média du FSA

LE FSA ÉTAIT UNE RÉPONSE à l'institutionnalisation progressive du Forum social mondial (FSM). Au cours de sa demi-décennie d'existence, le FSM a en effet renié son principe fondateur de convergence des luttes les plus diverses et contradictoires au sein d'un « mouvement des mouvements ». Dans les faits, le FSM a servi comme rampe de lancement et comme légitimation de leaders, de gouvernements, d'institutions, d'ONG et de partis de « gauche » en mal de pouvoir et de ressources. Finalement, le FSM a favorisé les logiques du lobby au détriment de pratiques plus critiques, radicales ou provenant de mouvements dits « minoritaires ». Mais, aussi, et surtout, le FSA était une réponse au panorama politique vénézuélien. Il se voulait l'amorce d'un espace autonome partagé par des mouvements sociaux variés et dont les revendications sont loin du manichéisme qui a dominé ces dernières années au Venezuela.

Le FSA s'est tenu en trois lieux de Caracas, l'Université centrale du Venezuela (UCV), le Collège des ingénieurs et l'Organisation Nelson-Garrido (ONG). Il concernait trois types d'activité : des conférences-débats, des ateliers théoriques et pratiques et un festival de vidéo-activisme. Les conférences virent des interventions diverses et internationales : l'Irlandais John Holloway : « Changer le monde sans prendre le pouvoir » et un débat

de plus de quatre heures devant un public attentif; Daniel Barret (Uruguay) : « Quels changements entrevoir en Amérique latine »; Ezequiel Adamovsky (Argentine) : « Mouvements sociaux et anticapitalisme au XXI^e siècle »; Frank Fernández (Cuba) : « L'Anarchisme à Cuba »; Cristian Guerrero (États-Unis) : « Écologisme radical aux États-Unis »; Javier Garate (Chili) et Andreas Speck (Grande-Bretagne) : « Course à l'armement et transnationales »; Crítica Radical (Brésil) : « Les politiques de gauche en Amérique latine »; Ricardo García (Mexique) : « Autonomie et magonisme au Mexique »; Rob Block (États-Unis) : « Mouvements anticarcéraux aux États-Unis »; Kristina Dunaeva (Russie) : « La guerre de Tchétchénie et le mouvement antimilitariste russe ». On assista aussi bien sûr à des interventions de militants vénézuéliens. La semaine s'ouvrit sur la conférence de Domingo Alberto Rangel « Fondamentalisme islamique et globalisation ». Les autres interventions furent : Humberto Decarli « Militarisme et changement social au Venezuela »; Francisco Prada « Invasion étrangère et protectionnisme »; Ricardo Benaím « Xénophobie et antisémitisme »; Lenin Ovalles « Cultures urbaines » et Alfredo Vallota « Bases du socialisme du XXI^e siècle ». Maria Pilar García et le collectif Amigransa assurèrent la coordination d'une journée de conférences



sur les luttes écologiques et les communautés indigènes au Venezuela et dans le monde; la Croix noire anarchiste (CNA) du Venezuela organisa un forum sur la situation dans les prisons. On ne put que regretter l'absence de Douglas Bravo, dont l'intervention « Propositions pour aujourd'hui et demain » dut être annulée pour cause de drame familial.

Activisme et pratiques

Les ateliers du FSA offrirent la possibilité d'échanges de pratiques et d'outils entre militants de tous les horizons. « Introduction au vidéo-activisme » était animé par Sonya Angelica Diehn, co-fondatrice d'Indymedia Arizona et productrice de Pan Left Productions (États-Unis). Elle y donna les notions basiques pour réaliser un projet audiovisuel indépendant. « Droits humains en temps de crise » était proposé par Carlos Nieto, du collectif vénézuélien « Une fenêtre sur la liberté » en coordination avec la CNA-Venezuela. Cet atelier à caractère juridique proposait des outils pour se défendre dans le cas d'atteinte aux droits de l'homme. L'atelier « Les bases du son » était à la charge de Fabien, du groupe français Unlogistic. Il donna les grands principes du chemin du son de l'enregistrement à sa restitution. Deux ateliers furent présentés par l'Internationale des résistants à la guerre (IRG), une des associations antimilitaristes les plus anciennes. Leur premier atelier s'intitulait « Action directe non violente ». Sur deux jours, il fut l'occasion d'apprendre à construire une action de désobéissance civile. Le second atelier « Objection de conscience et antimilitarisme » avait pour objet de mieux faire connaître les enjeux et les formes de ces luttes.

Et durant toute la semaine eut lieu le premier festival de documentaires indépendants et de vidéo-activisme. À part une session à l'UCV, les projections eurent lieu tous les soirs à l'ONG dans deux salles différentes. Ce fut l'occasion de découvrir une œuvre documentaire et militante en provenance de huit pays différents. Le documentaire le plus applaudi et commenté fut certainement Notre pétrole et autres contes (Nuestro petróleo y otros cuen-

tos), un film censuré par le gouvernement vénézuélien à propos de sa politique pétrolière. Il fut ainsi projeté à trois occasions devant salle comble.

Tisser un réseau, construire l'autonomie

Pendant cette semaine, l'ONG a réellement été l'épicentre du FSA, événement dissident et contre-culturel. Initialement, il était prévu de servir un petit-déjeuner et un déjeuner pour 60 personnes. Mais, dans la pratique, et avec un peu plus d'eau dans la soupe, ce furent plus de 100 couverts qui furent servis chaque jour. L'affluence était en partie constituée par des « dissidents » du FSM qui fuyaient pour quelques heures la militarisation du forum officiel. Quitte à entrer dans les détails culinaires, le menu était mixte végétarien-carnivore, et les aliments venaient dans une grande mesure de coopératives paysannes ou de petites entreprises familiales. À l'ONG eut lieu finalement pendant cette semaine une réunion de l'Action mondiale des peuples et la rencontre internationale anarchiste (18 pays et plus de 60 personnes présentes). De cette dernière est issue la « Déclaration libertaire de Caracas ».

L'ONG proposait aussi un espace de distribution de matériel indépendant. Ce fut notamment l'occasion pour l'organisation de récupérer quelque 2000 dollars par la vente de bouquins, de revues, de tee-shirts, de vidéos, de musique. Cela a fait partie des moyens mis en place pour autofinancer le FSA. L'autonomie du FSA n'aurait en effet pu se faire sans une infinité d'apports matériels et financiers. On peut citer la donation de publications destinées à la vente par la fondation Era Ecológica (Mérida-Venezuela), la Fédération libertaire argentine, le Collectif autonome magoniste (Mexique) ou le cadeau de dizaines de tee-shirts et d'un vidéoprojecteur par Brennan Wauters (Canada). Earth First! (États-Unis) céda aussi une bonne partie du bénéfice de ses ventes de matériel. Sans parler des autres collectifs ou individus comme la Fédération anarchiste ibérique (FAI), le groupe Los

Dólares ou la Foire du livre anarchiste de Montréal qui réalisèrent diverses activités pour collecter de l'argent. Tout ceci, ajouté aux fonds récoltés lors d'activités organisées à Caracas pendant les quatre mois précédents le FSA, a permis de couvrir les frais qui se sont élevés à près de 3000 dollars. Un tiers a été utilisé pour l'impression d'Alterforo, un journal gratuit publié dans le cadre du FSA. Tiré à 10 000 exemplaires, il a été très largement diffusé, au-delà même de toutes espérances.

Le FSA a aussi appuyé et participé à la manifestation organisée le vendredi 27 par divers organisations indigènes et écologistes de l'État de Zulia (ouest du Venezuela) pour protester contre l'exploitation des mines de charbon. La manifestation a surtout été l'expression autonome des groupes indigènes contre l'État vénézuélien et sa politique de développement minier, et ce malgré quelques tentatives d'intimidation de la part de groupes chavistes. Ce ne fut d'ailleurs pas la seule intimidation du gouvernement contre le FSA puisque toute la semaine, la DISIP (la police politique) roda autour de l'ONG.

L'objectif de construire un espace dissident du gouvernement vénézuélien, de la gauche étatique locale, des partis politiques traditionnels ou du capital fut largement atteint. Il permit la diffusion d'une multiplicité de visions et de propositions, sans logistique ou espaces cédés par l'armée, sans promotion ou gestion par la bureaucratie officielle. Le second objectif de reconstruire un tissu social à la base, de monter des réseaux, de développer des mouvements autonomes et offensifs aurait nécessité bien sûr largement plus d'une semaine pour être atteint. L'autonomisation de tous les mouvements sociaux (communautaires, de jeunesse, écologistes, féministes, indigènes, du travail, urbains, paysans, culturels, étudiants) est pourtant le défi à relever dans le futur car aujourd'hui la réalité politique est polluée par les calendriers électoraux et par les stratégies issues des différents cercles du pouvoir.

[Plus d'informations sur www.fsa.contrapoder.org.ve et www.nodo50.org/ellibertario]

Criminelles raisons d'État

Deux documentaires, projetés à l'occasion des 41^{es} Journées cinématographiques de Soleure, du 16 au 22 janvier 2006, attestent du visage familial de la barbarie.

René Hamm

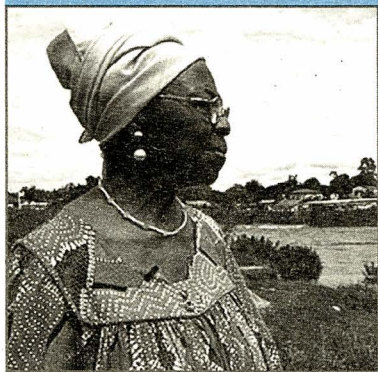
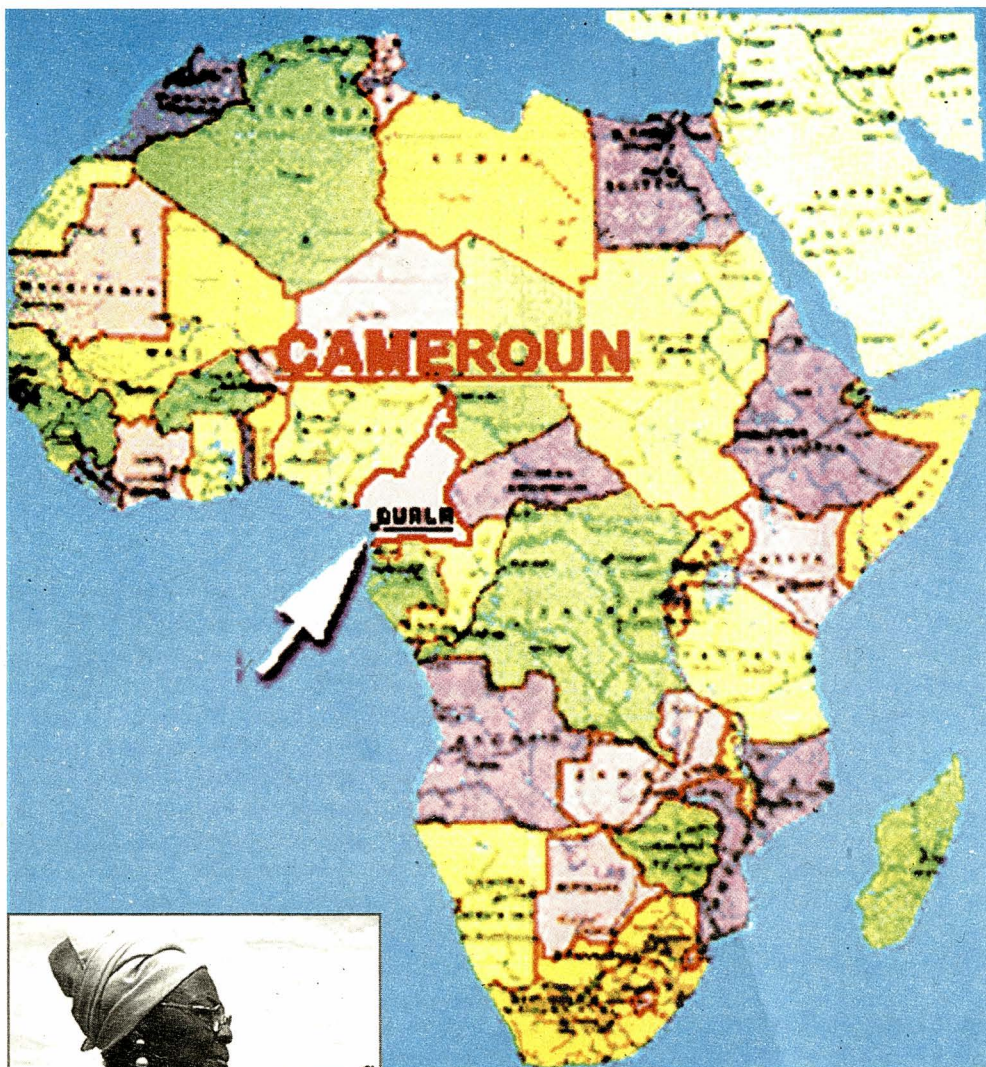
AVEC l'Assassinat de Félix Moumié, l'Afrique sous contrôle, que j'ai vu en version allemande, Frank Garbely dépeint les circonstances qui présidèrent vraisemblablement à la mort d'un des leaders de l'Union des populations du Cameroun – parti interdit le 13 juillet 1955 –, de même que les horreurs de l'impérialisme français dans ce pays. Martha Ekemeyong Moumié, la veuve du célèbre militant indépendantiste, a vécu celles-ci dans sa propre chair. Quarante-cinq ans après, elle se rend sur les bords du lac Léman pour apprendre enfin la vérité.

Condamnée à tous les malheurs

Le 15 octobre 1960, son mari, accompagné de Jean-Martin Tchapchet, qui dirigeait la section française de l'UPC, honora un rendez-vous fixé par un « journaliste ». William Bechtel avait convié les deux hommes à dîner dans le restaurant Au plat d'argent.

Félix-Roland Moumié, venu à Genève pour nouer des contacts et acheter du matériel pour ses camarades de lutte, but un verre de Pernod additionné d'un gramme de thallium. Le 3 novembre 1960, à 19 heures 10, il succomba à l'hôpital cantonal des suites de cet empoisonnement à la « mort au rat »¹. L'individu, qui avait gagné la confiance de ses interlocuteurs, était un barbouze du SDECE et collaborait avec les sicaires de la « Main rouge », un commando commandité pour éliminer les partisans des mouvements anticolonialistes ou des personnes qui les soutiennent. Charles Knecht, le chef de la police locale, n'ignorait rien des activités de son pote Bechtel. Vingt ans après, le procès s'acheva par un non-lieu scandaleux, pour ne pas écorner les raisons d'État suisse et hexagonale. Martha Ekemeyong semble condamnée à tous les malheurs. Le 3 octobre 2004, alors qu'elle désirait se recueillir sur la tombe de son époux, au





cimetière de Conakry (Guinée), elle trouva l'emplacement vide. Des profanateurs ont déterré le cercueil avec la dépouille embaumée. Dans un dépotoir ne subsiste que la coquille métallique interne, percée de trous. Plusieurs témoins narrent les effroyables forfaits de l'armée tricolore, secondée par des escadrons locaux.

De 1955 à 1970, selon une estimation basse, 300 000 personnes furent exterminées ou disparurent au Cameroun. Pourtant, les plénipotentiaires (comme Maurice Delauney, administrateur de la province ouest de 1956 à 1959, et Pierre Messmer, haut-commissaire à cette époque), dépêchés sur place par l'Élysée, nient systématiquement avoir ordonné ou avalisé un « génocide ».

Aucun des successeurs de René Coty et de Charles de Gaulle n'a envisagé un instant d'ouvrir les archives afférentes aux épouées coloniales sur le continent noir !

Durant plus de trois décennies ², Saddam Hussein apparut comme un allié de choix auprès des dirigeants occidentaux. Il avait pourtant imposé une tyrannie impitoyable, se rendant coupable de moult actes de barbarie, qui n'émurent guère nos preux démocrates. Mano Khalil revient sur quelques-uns parmi les plus épouvantables perpétrés lors d'« Al-Anfal ».

En guise de mémorial

Le 29 mars 1987, le raïs signa le décret 160 octroyant à son cousin Ali Hassan Al-Madjid ³ les pleins pouvoirs pour régler la « question kurde ». Il conféra aux huit opérations punitives, du 23 février au 6 septembre 1988, le titre de la huitième sourate du Coran, dans laquelle le Très Haut révéla au prophète Mohammed comment répartir parmi les siens le « butin » dérobé aux impies. Il visait les biens, mais aussi la famille de ceux-ci. Dès le 15 avril 1987, le chef du bureau des Affaires du Nord ordonna, dans les provinces de Suleymanyia et d'Erbil, les premiers bombardements chimiques. Les récits des survivants de la terreur font froid dans le dos.

Forteresse Qele Nizarkê à Duhok : les soudards en kaki lapidèrent avec des briques nombre d'infortunés pris au piège. Un bout de corde, « en guise de mémorial ». Ali Mustafa Ali se souvient : « Ils les ont pendus, leur ont tranché les membres, tapé sur la tête avec des barres de fer jusqu'à ce que la cervelle se répande sur le sol. »

Bien qu'il n'eût guère refroidi les relations diplomatico-économiques avec le régime, le massacre d'Hallabjah du 16 mars 1988 secoua quelques consciences. Un déluge d'ypérite, de sarin et de tabun, déversé par des Mirage et des Mig, s'abattit sur cette ville au nord du Kurdistan irakien.

Cinq mille des quarante-cinq mille habitants succombèrent dans d'atroces souffrances. Les despotes savaient combien les Kurdes respectent la gent féminine. Pour souiller leur honneur, les avilir, ils organisèrent, de concert avec l'ambassade d'Égypte, l'envoi de captives, entre quatorze et vingt-neuf ans, vers des boîtes de nuit et des bordels du Caire.

Cent quatre-vingt-deux mille tués ou disparus, environ quatre mille cent communes rasées : des sources fiables confirment le bilan « d'Al-Anfal », déclenchée « au nom d'Allah, Baas et Saddam ».

R. H.

1. D'autres leaders de l'UPC furent occis : Ruben Oum Nyobé, le fondateur du parti, le 13 septembre 1958, Ossende Afana, le 15 mars 1966, Ernest Ouandié, le dernier chef historique, le 15 janvier 1971.

2. Le 30 juillet 1968, il accéda à la vice-présidence ; le 16 juillet 1979, il remplaça Ahmed Hassan al Bakr au sommet de l'État. Le 22 septembre 1980, il déclara la guerre à l'Iran. Le cessez-le-feu intervint le 18 juillet 1988. En près de huit ans, 1,2 million de personnes trépassèrent, dont les trois quarts dans le camp des agresseurs. Le 2 août 1990, ses troupes envahirent le Koweït.

3. En principe, Ali Hassan al-Madjid et Sultan Hashem Ahmed al-Jabbari, qui coordonna les opérations, répondront de ces atrocités devant le Tribunal spécial irakien. Le procès, ouvert le 19 octobre 2004 à Bagdad, traîne en longueur.

Increvables anarchistes

la Chevauchée anonyme

François Roux

LES ANARCHISTES ont eu à choisir, lors de chaque affrontement opposant le mouvement ouvrier aux forces réactionnaires, entre deux options : rester sur des positions intransigeantes – quitte à s'isoler, se condamner à l'impuissance et encourir l'accusation infamante d'avoir déserté le combat contre l'ennemi de classe – ou bien s'allier avec ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche » et prendre le risque de la compromission, voire de la trahison. Le livre de Louis Mercier Vega témoigne des attitudes devant la guerre des militants libertaires en 1939-1941 et de leurs débats autour de l'éternelle question : entre deux maux, faut-il choisir le moindre ?

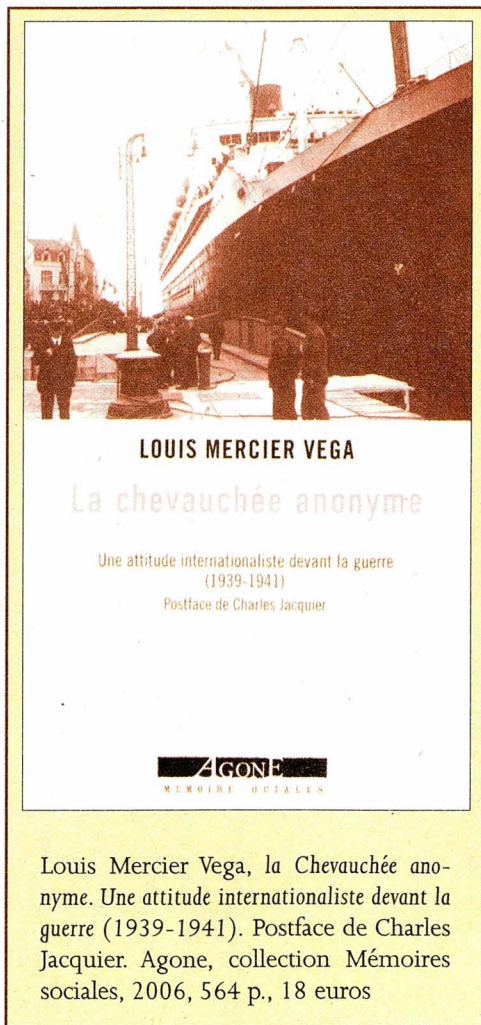
Au siècle des nationalismes (1792-1918) succède celui des idéologies. L'entre-deux-guerres voit la carte de l'Europe se couvrir progressivement de régimes totalitaires. La Russie bolchevique d'abord (1918), puis l'Italie fasciste (1924), tandis que les dictatures antisémites infestent l'Est du continent. Le triomphe de Hitler en Allemagne (1933), l'Anschluss de l'Autriche (1938), la victoire de Franco en Espagne (1939), précédée par celle de Salazar au Portugal (1932) et, enfin, l'invasion de la Tchécoslovaquie (1939) réduisent à une peau de chagrin l'espace européen démocratique dans lequel refluent les militants libertaires rescapés. Trois camps se préparent dès lors à une nouvelle conflagration mondiale : le national-socialisme flanqué de ses satellites fascistes, l'URSS stalinienne, et les démocraties capitalistes.

Après son écrasement en Russie et en Ukraine (1918-1921), le mouvement libertaire, malgré le courage de ses militants, n'avait pas pesé lourd dans les affrontements entre les trois idéologies dominantes jusqu'à ce que la Révolution espagnole éclate en juillet 1936. Les anarchistes de toutes nationalités, dont Louis Mercier Vega, croient leur heure enfin arrivée et accourent pour s'enrôler dans les milices de la puissante CNT-AIT, qui domine alors le camp républicain. Mais l'armée fasciste, appuyée par l'Italie et l'Allemagne, progresse. Fin 1936, elle occupe déjà la

moitié du territoire espagnol. Faut-il militariser les milices, participer au gouvernement républicain et reporter à plus tard la révolution sociale, accusée de tous les maux par les staliens ? Les dirigeants de la CNT choisissent de jouer l'alliance républicaine, allant jusqu'à accepter les portefeuilles ministériels de la Santé et de la Justice (« le plumeau et la serpillière »). Quand l'inéluctable affrontement entre les milices ouvrières et les forces armées du gouvernement républicain éclate à Barcelone, en mai 1937, Louis Mercier Vega, alors en France pour organiser le soutien à la Révolution espagnole, demande que les colonnes cénétistes quittent le front d'Aragon et descendent sur Barcelone afin d'empêcher l'écrasement du mouvement révolutionnaire. Les ministres de la CNT, eux, appellent à déposer les armes. La révolution est vaincue : les milices perdent rapidement le peu d'autonomie qui leur reste, les entreprises autogérées sont reprises en main et les collectivités démantelées, tandis que les militants libertaires tombent par dizaines sous les balles du KGB. Moins de deux ans plus tard (février 1939), les débris de l'armée républicaine se réfugient en France où le gouvernement de la République les fait interner dans des camps.

La tragédie de la Révolution espagnole et l'échec de la stratégie de « front républicain » vont fortement peser sur les attitudes des anarchistes face à la guerre entre l'Allemagne hitlérienne et les démocraties occidentales alliées à la Pologne (rappelons que Hitler et Staline signent le pacte germano-soviétique une semaine avant l'attaque nazie contre la Pologne – le 1^{er} septembre 1939 –, la France et la Grande-Bretagne déclarant la guerre à l'Allemagne deux jours plus tard).

Le récit de Louis Mercier Vega commence à Marseille dans les premiers jours de septembre 1939. Les libertaires se concertent. La France leur semble « une trappe dans une plus grande trappe européenne en train de se refermer ». Hitler n'en fera qu'une bouchée. Que faire ? Rester pour se battre contre les nazis,



Louis Mercier Vega, la Chevauchée anonyme. Une attitude internationaliste devant la guerre (1939-1941). Postface de Charles Jacquier. Agone, collection Mémoires sociales, 2006, 564 p., 18 euros

Juis Mercier, dessin de Phil Casoar



dans l'armée française, ou dans les maquis? Partir pour organiser la résistance à l'étranger? Désertre, ici ou ailleurs, un combat qui n'est pas le leur?

Chacun réagit selon sa propre perception des événements. De nombreux Espagnols ne veulent pas s'éloigner du sol natal où ils comptent revenir sous peu les armes à la main. Ils rejoindront bientôt les rangs de la Résistance française dans le Sud-Ouest. Les Allemands et les Italiens se battent contre le fascisme depuis plus de quinze ans: pour eux, pas question de renvoyer dos à dos le national-socialisme et les démocraties; il y a bien un ennemi principal. Quant aux militants français, ils ont certainement en tête le souvenir

douloureux du ralliement des leaders anarchistes à l'Union sacrée en août 1914 et les déchirements qui s'ensuivent. Dans une France républicaine où le pacifisme peut encore s'exprimer librement, le slogan: « Cette fois, nous ne marcherons pas » déborde largement les milieux libertaires.

Mais les choix idéologiques et la nationalité n'entrent pas seuls en compte dans la décision de rester ou de partir, de rallier le camp des démocraties capitalistes ou de croiser les bras. Est-on célibataire ou chargé de famille? Avec ou sans port d'attache? Épuisé ou robuste? Paysan chassé de sa terre ou citadin nanti d'un carnet d'adresses, d'un métier, qui faciliteront la fuite et la survie à l'étranger?

Louis Mercier Vega n'a que 25 ans mais déjà près de dix ans de militantisme derrière lui et plusieurs pseudonymes. Il décide de quitter l'Europe pour s'engager dans la lutte sociale en Amérique du Sud. L'Espagne l'a dégoûté des alliances. « Nul ne fera notre jeu si nous ne le menons pas nous-mêmes », répète-t-il.

Alors commence l'errance à la recherche d'une issue vers l'Océan, racontée dans un style nerveux, haletant. Avec quelques autres, Louis plonge dans l'univers parallèle des identités usurpées et de la débrouille: chaque jour, il faut trouver du pain; chaque soir, un toit. Toutes les solidarités et toutes les connexions du Mouvement, des socialistes aux illégalistes, sont sollicitées. C'est la carte du monde libertaire qu'interrogent les fugitifs: chaque ville, chaque port, chaque destination évoque un syndicat ami, un journal, un camarade. On pense à la chanson de Léo Ferré: « Y'en a pas un sur cent et pourtant ils existent / Mais ils se tiennent bien bras dessus, bras dessous / Joyeux, et c'est pour ça qu'ils sont toujours debout / Les anarchistes. »

Finalement, une poignée d'internationalistes, mus par des raisons diverses et tous pauvres comme Job, s'embarque à Anvers sur un cargo, destination Buenos Aires.

Les compagnons de voyage se dispersent à l'arrivée: celui-ci s'en va pratiquer la reprise individuelle dans les banques de l'Argentine,

celui-là reprend aussitôt le travail militant: réunions, journal, bistrots, etc. D'autres cherchent à « se caser », enfin. Louis Mercier Vega poursuit sa route. Elle le mène à Santiago du Chili où il retrouve les organisations anarcho-syndicalistes aux prises avec la police, et avec les stalinien.

Là Chevauchée anonyme s'arrête là, mais le périple de Louis Mercier Vega continue jusqu'à Brazzaville où il s'engage dans les Forces françaises libres, le 26 juin 1942.¹ Il a changé d'avis. Son attitude est-elle devenue moins « internationaliste » pour autant?

La première édition de la Chevauchée anonyme date de 1978. Quelques mois auparavant, son auteur s'était tiré une balle en plein front. Lorsqu'il écrit son récit, en 1974, Louis Mercier Vega approche des soixante ans, dont trente-cinq de militantisme. Mais s'il se retourne sur cette période charnière de sa vie et du mouvement anarchiste, ce n'est ni par nostalgie ni par amertume, et encore moins pour pontifier. Il veut témoigner, simplement, des actes de quelques poignées de militants oubliés, sinon calomniés, « qui, envers et contre tout, tentèrent de maintenir vivante l'espérance d'un monde meilleur dans les circonstances les plus difficiles qui soient ».²

Louis Mercier Vega s'est battu pendant près de cinquante ans et sur tous les fronts pour son idéal anarchiste. Au contraire de ceux qui croisent perpétuellement les bras pour ne pas risquer de « faire le jeu de l'un ou l'autre antagoniste », l'auteur de la Chevauchée anonyme a toujours mis les mains dans le cambouis: antimilitariste mais adjudant de l'armée française en 1945, pourfendeur des partisans d'une alliance antifasciste avec les socialistes en 1934, mais participant lui-même activement à des organisations anti-staliniennes financées par les États-Unis après la guerre (Congrès pour la liberté de la culture, CGT-FO), il a constamment choisi son chemin avec la volonté de « ne pas disparaître, se taire et devenir objet ». Les révolutionnaires de salon lui en ont beaucoup tenu rigueur. **F.R.**

1. Simone Weil, que Louis Mercier Vega avait rencontrée en 1936 lors des occupations d'usine en France et qu'il avait retrouvée dans le Groupe international de la colonne Durruti, s'engage elle aussi dans les FFL, à peu près à la même époque.

2. Charles Jacquier, dans la préface du livre. Dans le volume publié par les éditions Agone, la Chevauchée anonyme est accompagnée de textes de Charles Jacquier et de Marianne Enckell qui présentent Louis Mercier Vega, son activité de militant et le contexte dans lequel se situe son récit. Il faut également mentionner les notes de bas de page qui font merveilleusement contrepoint au style elliptique de la Chevauchée anonyme, avec des biographies brèves sur les personnages cités par l'auteur et des informations très précises sur les luttes ou les événements de l'époque auxquels son récit fait constamment allusion.

Colloque de Saint-Denis des 4-5 mars

Les cent ans du Congrès d'Amiens

Je réponds bien volontiers à la sollicitation du comité de rédaction du *Monde libertaire* qui souhaitait avoir un premier bilan du colloque « Le syndicalisme révolutionnaire, la Charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière » organisé par les éditions CNT-RP, avec l'appui précieux des militants de la CNT-93, qui, entre autres choses, nous ont permis de pouvoir disposer de la grande salle de la Bourse du travail de Saint-Denis, bien qu'il soit assez difficile, pour ne pas dire impossible, de pouvoir porter un jugement un tant soit peu impartial sur un événement dont on a été à la fois un des acteurs et un des organisateurs.¹

Miguel Chueca

IL M'EST ÉGALEMENT MALAISÉ de parler du but que nous, les membres de la commission d'organisation², nous nous étions assigné il y a maintenant presque un an, pour autant que nos vues sur le Congrès d'Amiens et la motion qui en est issue (la fameuse « charte » d'Amiens) n'étaient pas identiques, il s'en faut. Toutefois, le programme du colloque montre bien que le souci de compréhension l'a emporté sur toute autre préoccupation. Loin de songer à porter des jugements de valeur sur le mouvement qui trouve son point culminant à Amiens en 1906, les intervenants se sont surtout occupés d'en mettre en évidence les particularités en se penchant sur les relations, si subtiles, du syndicalisme révolutionnaire avec la pensée de Proudhon, sur les liens qui l'unissaient à la Première Internationale, le rôle qu'y joua l'idée fondatrice de grève générale, l'importance de ces contre-institutions que furent les Bourses du travail (ce que Lagardelle appela si heureusement le « socialisme des institutions ouvrières »), etc. Nous avons souhaité également insister sur le rayonnement du « grève-généralisme » français sur le mouvement ouvrier d'autres pays, en nous limitant à quelques pays latins, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et l'Argentine, où le modèle français fut d'ailleurs reçu très différemment, au gré de la diversité des circonstances économiques, politiques, culturelles et autres propres à chaque pays. Et, comme il ne s'agissait pas le moins du monde de communier dans une sorte de célébration béate de la « charte » d'Amiens, certains des intervenants à cette rencontre ont fait état des objections opposées au modèle qui se cristallisa dans la célèbre résolution, tant au sein

d'une grande organisation ouvrière comme la FORA, acquise à la doctrine anarchiste, que chez les quelques militants anarcho-syndicalistes français qui, bien longtemps après 1906, formèrent l'Alliance syndicaliste autour du refus de la « charte » d'Amiens.

À ce sujet, il n'aura pas échappé à ceux qui ont eu connaissance du programme de ce colloque, que, bien qu'il soit fait mention de la « charte » d'Amiens dans son titre même, aucune intervention n'a porté sur le contenu de la fameuse motion rédigée, comme on l'ignore trop souvent, par le duo de très grande classe, Victor Griffuelhes et Émile Pouget, qui anima la CGT de 1901 à 1908-1909. Notre objectif, cependant, était d'en permettre une meilleure intelligence en la remettant dans le contexte des « années héroïques » du syndicalisme d'avant-guerre, dont elle est l'expression très fidèle, et hors duquel elle était vouée d'avance à perdre l'essentiel de sa signification. On sait que l'élévation de la résolution Griffuelhes-Pouget au rang de « charte » du syndicalisme et le succès de ladite « charte » ont été bien postérieurs au congrès tenu à Amiens en 1906 : si cette transfiguration de la motion Griffuelhes-Pouget précède de peu le déclenchement de la Première Guerre mondiale, son utilisation massive au sein du mouvement syndical – principalement par ses fractions « réformistes » – est un effet de l'émergence, puis de l'hégémonie, du communisme dans le mouvement ouvrier français. Ce « succès » a signé, de fait, le détachement ostensible du mouvement ouvrier français de ce bref moment où la CGT fut dominée par le courant révolutionnaire et grève-généraliste qui trouva sa pleine



expression au Congrès d'Amiens avant de commencer à sombrer au lendemain de la tuerie de Villeneuve-Saint-Georges à l'été 1908.

Or, c'est ce moment, qui donne son sens entier à la motion votée le 13 octobre 1906, que nous souhaitons évoquer à l'occasion du centenaire du Congrès d'Amiens, quitte à tomber dans cette manie commémorative si habituelle dans le pays où nous sommes. Mais l'occasion était trop belle pour que nous ne la prenions pas aux cheveux, ne serait-ce que pour ne pas laisser aux organisations dominantes du syndicalisme français et aux purs universitaires le soin de « célébrer » à leur manière un mouvement syndicaliste auxquels ni les uns ni les autres ne s'intéressent plus guère : qu'on songe, par exemple, au fait qu'aucun ouvrage d'ensemble n'a été consacré au syndicalisme révolutionnaire français depuis la parution en 1969 d'un petit livre de vulgarisation de l'historien Henri Dubief, destiné à un lectorat étudiant. En ce sens, en organisant ce colloque – précédé de peu par l'édition du compte rendu du Congrès d'Amiens que fit Pouget, fin 1906-début 1907, pour le compte du Mouvement socialiste, la revue des « intellectuels » du syndicalisme révolutionnaire, un texte qui était resté inédit depuis lors – et, enfin, en en publiant les actes (enrichis d'autres textes, dont de nombreux documents d'époque)³, notre souci était/est d'aider à mieux faire connaître ce court moment du mouvement ouvrier français qui, sous l'invocation de la grande idée de grève générale, si emblématique de la morale et de l'orgueil des producteurs, se reconstitua peu après les massacres de la Commune. Et il était d'autant plus nécessaire de le faire que cette brève époque a été largement oubliée et dénigrée⁴ par les hommes qui prirent les rênes du mouvement syndical français après 1919, en particulier les représentants du communisme lénino-stalinien qui n'ont voulu voir dans le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre qu'une sorte d'embryon, anarchisant, romantique, irréaliste, etc., de leur propre mouvement.

En travaillant à l'organisation de cet événement, nous ne savions évidemment rien de la réponse que nous aurions de la part de tous ceux qui sont sensibles à cette histoire, pour ne rien dire de ceux qui se réclament aujourd'hui encore de cette tradition. Comme le montre la

remarque (cf. note 1) d'une assistante à cette rencontre, cette réponse n'a pas été à la hauteur du travail que nous avons fourni les uns et les autres et du sérieux des interventions qu'on y a entendues. Mais il nous reste l'essentiel : la satisfaction d'avoir fait ce que nous croyions être notre devoir et celle de laisser bientôt, pour l'avenir, les traces écrites de l'intérêt que certains d'entre nous marquent encore aux « temps héroïques » du syndicalisme, à ces figures, trop peu connues, du mouvement ouvrier français, les Griffuelhes, Pouget, Bousquet, Broutchoux, Delesalle, Merrheim, Monatte, Yvetot, et tant d'autres, issus des rangs libertaires, allemands ou blanquistes, qui donnèrent au jeune syndicalisme de 1906, encore si plein de promesses, son caractère si particulier. **M. C.**

1. À ce propos, je citerai une observation laissée par une assistante au colloque sur le site www.pelloutier.net, qui en avait publié le programme longtemps avant les 4-5 mars : « Le colloque du 4 et du 5 mars était remarquable ! Bravo ! Les interventions, intéressantes en soi, sont stimulantes car elles donnent à penser ! Dommage qu'il y ait eu si peu d'oreilles pour en apprécier la teneur. J'espère que les organisateurs ne sont pas déçus. » De fait, ces derniers avaient mesuré d'avance les risques qu'ils prenaient dans un contexte militant particulièrement déprimé et déprimant, bien éloigné, hélas, de ce qu'il était en mai 2000, au moment du colloque « Un autre futur », dédié à l'autre mouvement ouvrier révolutionnaire.

2. On me permettra de citer ici les noms des deux camarades qui, avec le signataire du présent article, ont travaillé à la préparation de ce colloque, Eduardo Colombo, l'un des animateurs de la revue *Réfractaires*, et Jean-Louis Phan Van, l'âme des éditions CNT-RP.

3. Ce volume devrait paraître au mois d'octobre 2006, pour le centenaire même du Congrès d'Amiens, qui eut lieu, je le rappelle, du 8 au 13 octobre 1906 (et même au 16, si on y ajoute la Conférence des Bourses du travail, qui prolongea le congrès, comme il était de règle depuis la fusion de la CGT et de la Fédération des Bourses en 1902).

4. Il va sans dire – mais cela va encore mieux en le disant – que, par son surprenant ralliement de l'été 1914 à la politique d'Union sacrée, qui foulait aux pieds toutes les résolutions antimilitaristes adoptées à tous les congrès ouvriers, le syndicalisme d'avant-guerre porte sa part de responsabilité, et elle n'est pas petite, dans le discrédit dont il a été victime dans l'après-guerre.



Jeudi 16 mars

Si vis pacem de 18 heures à 19 h 30 : Invité : Francis Ronsin, auteur de *La guerre et l'oscille*.

Les enfants de Stonewall — Bistouri oui-oui ! de 19 h 30 à 20 h 30 : Avec Les Furieuses Fallopes, féministes radicales. Thèmes abordés : la validité du croisement des luttes trans et féministes

Vendredi 17 mars

Koumbi de 10 heures à 12 heures : Culture africaine. 10 heures : Tombouctou express. 11 heures : Champs de force. Reportages sur l'urbanité africaine.

Place aux fous de 13 heures à 14 heures : Tessier & Pascualt reçoivent la violoncelliste Cécile Girard et quelques mots sur *La morale anarchiste* de P. Kropotkine.

Offensive de 21 heures à 22 h 30 : Contre le sport, avec Jean-Marie Brohm, sociologue.

Samedi 18 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11 h 30 : La croissance n'est plus possible. Avec Alex...

Chronique syndicale de 11 h 30 à 13 h 30 : Le nouveau Maitron. Présentation du nouveau Maitron avec Claude Pennetier. Suivi par "Dans le monde une classe en lutte".

Chroniques rebelles de 13 h 30 à 15 h 30 : Questions sociales. *La France bleu marine*. De Marcellin à Sarkozy (mai 1968 — octobre 2005), Maurice Rajsfus (Syllepse).

Dimanche 19 mars

Folk à lier de 12 heures à 14 heures : Musiques traditionnelles, 13^e rencontre d'accordéon diatonique de Nanterre, avec les organisateurs, l'association Diato Trad 92.

Des mots, une voix de 15 h 30 à 17 heures : Invitée : l'éditrice et écrivaine Isabelle Pivert pour son livre *Soleil capitaliste - Entretiens au cœur des multinationales*, sorti aux éditions du Sextant.

Il y a de la fumée dans le poste de 18 h 30 à 20 h 30 : L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier. Contre la répression grandissante, résistance avec l'Appel du 18 joint 2006.

Mardi 21 mars

Jazz en liberté à partir de 22 h 30 : Invités : l'ethnologue et critique Alexandre Pierrepont, et l'association SoundCircus Albert Ayler, par tous les temps (2^e partie).

Mercredi 22 mars

Blues en liberté de 10 h 30 à 12 heures : thème : Otis Taylor, mieux que l'autre ?

Léo 38 de 16 heures à 17 heures : à l'heure du goûter ! Lève ton poing en l'air libertaire ! Avec Shanti D., Papa Laurent, Monsieur Frédéric, reggae et autres...

Trafic de 22 h 30 à minuit 15 : La scène sera animée par Duality, mais la diversité et l'engagement seront au rendez-vous de la parole libre, avec huit slameurs en studio.



Débauche anarchiste

Du 16 au 26 mars, 10 jours de rencontres, de films, de causeries, de concerts, d'apéros, de spectacles, de bouffes, etc. À l'Athénée libertaire (local anar autogéré), Bordeaux. Toutes les activités commencent à l'heure dite. Le local ferme à 23 heures pour limiter les désagréments avec les voisins. Toutes les activités (ou presque) sont à prix libre ou entrée libre. L'adhésion à l'Athénée libertaire est obligatoire (1 EUR).

Athénée libertaire, 7, rue du Muguet Bordeaux (alibrairie@lavache.com)

Local militant autogéré anarchiste

Ouverture de la Librairie du Muguet:

Tous les mercredis de 15h00 à 19h00

Tous les samedis de 16h00 à 20h00

Programme sur:

<http://www.atheneelibertaire.net>

Jeudi 16 mars

Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Nicolas Offenstadt de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Débat: « Les mutineries de 1917 ». Apéro, table de presse. Entrée libre.

Vendredi 17 mars

Janvry (91)

Et samedi 18 mars, à 20 h 30, concert de Serge Utgé-Royo à La Petite Ferme, place de l'Église. Invités: Bruno Daraquy, Christiane Stefanski, Natacha Ezdra... Réservations: 01 64 90 50 07.

Besançon (25)

Rassemblement contre l'occupation impérialiste de l'Irak à 17 h 30, place du 8-Septembre.

Samedi 18 mars

Le Mans

Assemblée des lecteurs du Monde libertaire et information. Réunion publique 14 h 30 à l'épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Besançon (25)

Rencontre avec Éric Coulaud, à la librairie L'Autodidacte (5, rue Marulaz) autour du livre, Paroles antimilitaristes, paru récemment aux Éditions libertaires. À partir de 18 heures, discussions autour de ce livre. Vers 19 heures, pause apéro. Puis projection d'un film qui donnera lieu à un débat.

Chambéry (73)

Dans le cadre de la journée d'action internationale des anarchistes contre toutes les guerres, la liaison de la Fédération anarchiste de Chambéry organise la projection du film Les Damnés du Kosovo, de Michel Collon et Vanessa Stojilkovic (2005), suivi d'un apéro, à 15 heures, à la salle Jean-Renoir, 30, rue Nicolas-Parent. Table de presse et bouquins antimilitaristes. Entrée gratuite.

Mercredi 22 mars

Saint-Denis (93)

«La croissance n'est plus possible»: rencontre-débat organisé par le groupe Henry-Poulaille. Projection d'un documentaire: Entretien avec Pierre Lehmann, durée: 32 minutes. Débat avec Alex de l'émission «Les Mangeux d' terre» sur Radio libertaire, à 20 heures à la Bourse du travail, 11, rue Génin (station Porte-de-Paris, ligne 13).

Samedi 25 mars

Paris 11^e

Forum avec Jean-Manuel Traimond, auteur de Dissection du sadomasochisme organisé, approche anarchiste, à partir de 16 h 30 au Donjon du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Mardi 28 mars

Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste de Rennes organise une réunion publique sur le thème: « Décroissance et Révolution » avec Jean-Pierre Tertrais, à 20 h 30, salle Kaouenn, maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés.

Mercredi 29 mars

Nantes

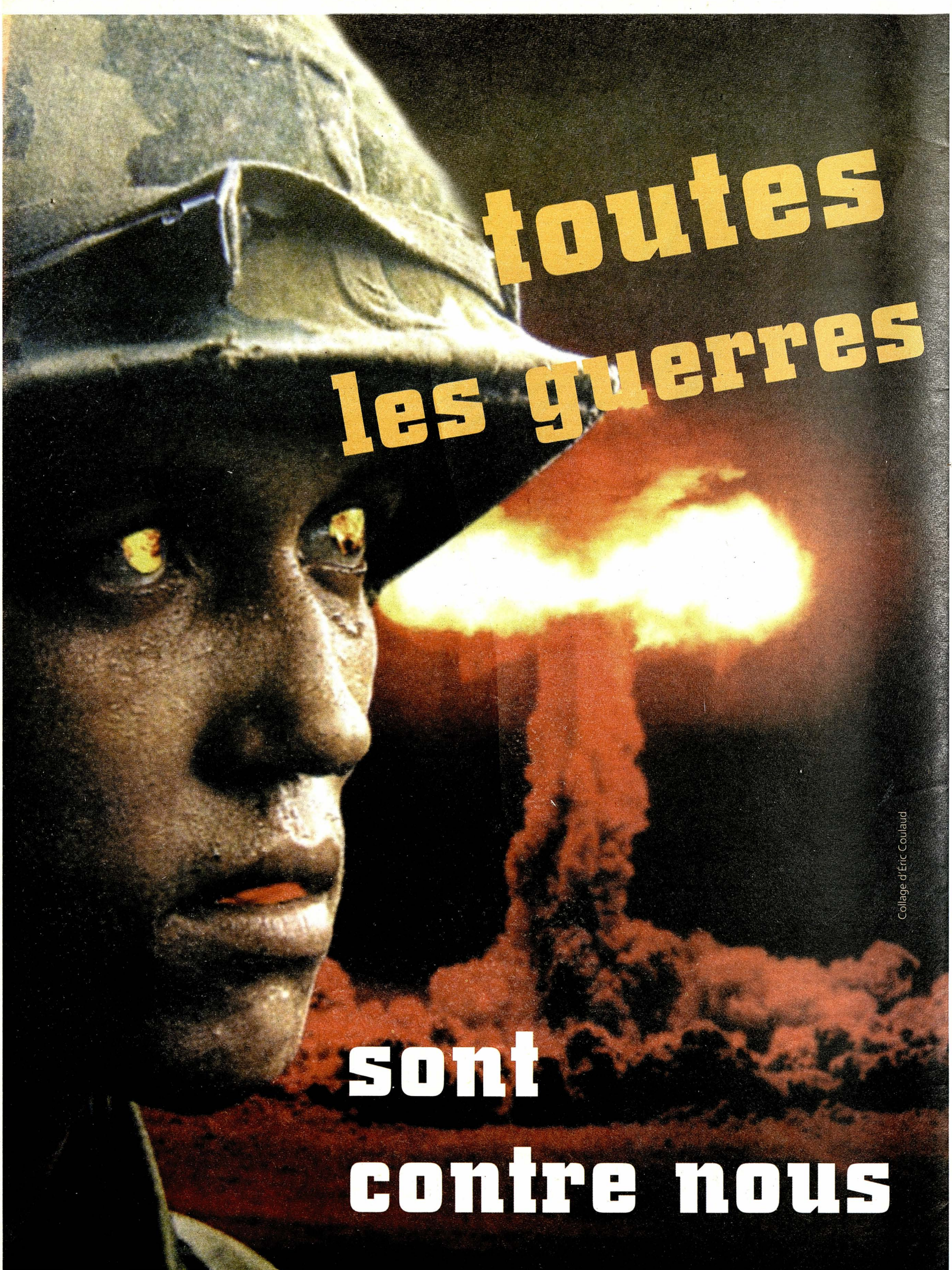
Mercredi 29 et jeudi 30 mars: 16^e, Salon national des apprentissages individualisés et personnalisés de l'ICEM, pédagogie Freinet sur le thème « Quels savoirs aujourd'hui, pour quelle société ? », dans les locaux du Foyer de jeunes travailleurs de Beaulieu, au 9, bd Vincent-Gâche.

Paris 11^e

Débat autour du thème « Paupérisation et précarisation » organisé par le groupe Idées noires de la Fédération anarchiste, suivi d'un apéro libertaire (amenez de quoi faire l'apéritif et partagez le tout. Pas forcément de l'alcool) à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 17 et dimanche 18 juin, Salon du livre libertaire et des médias libres: des milliers de livres, de revues, de magazines, de CD, DVD, des éditeurs, des auteurs, des radios libres, des sites internet... à la Cité des sciences et de l'industrie, Paris 19^e.





**toutes
les guerres**

**sont
contre nous**